



INSTITUTION INTERDÉPARTEMENTALE  
DU BASSIN DE L'ORNE  
La gestion concertée de l'eau

# **SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX ORNE MOYENNE**

## **ETAT DES LIEUX**

INDUSTRIE, ARTISANAT, DÉCHETS, URBANISME ET  
INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION



## SOMMAIRE

<b>1. Activités industrie et artisanat .....</b>	<b>4</b>
1.1. Contexte réglementaire .....	4
1.2. Les principaux acteurs .....	7
1.3. Les prélèvements en eau .....	8
1.4. L'activité hydroélectrique .....	10
1.4.1. Les microcentrales.....	10
1.4.2. Le barrage de Rabodanges.....	11
1.5. Sources de pollution potentielles.....	13
1.5.1. Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) .....	13
1.5.2. Établissements soumis à la redevance pollution.....	17
1.5.3. Sites et sols pollués (ou potentiellement pollués).....	22
1.5.4. Entreprises de plus de 100 salariés recensées à la Chambre de Commerce et d'Industrie.....	23
1.5.5. Activité artisanale .....	24
1.6. Cas particulier des mines et des carrières .....	26
1.6.1. Les mines .....	26
1.6.2. Les carrières .....	27
1.7. Synthèse.....	29
<b>2. Les décharges .....</b>	<b>30</b>
2.1. Le contexte réglementaire .....	30
2.2. Quelques définitions.....	31
2.3. Les principaux acteurs .....	32
2.4. Impact qualitatif sur la ressource en eau et les milieux aquatiques.....	32
<b>3. Urbanisme et infrastructures de communication .....</b>	<b>34</b>
3.1. Le contexte réglementaire .....	34
3.2. Les principaux acteurs .....	35
3.3. Situation actuelle .....	36
3.3.1. Urbanisme .....	36
3.3.2. Infrastructures de communication.....	38
3.4. Evolution de l'urbanisation et projets de développement des infrastructures de communication .....	39
3.4.1. Evolution de l'urbanisme .....	39
3.4.2. Projets de développement des infrastructures de communication.....	41
<b>SYNTHESE DE LA PRESSION PAR SOUS BASSIN VERSANT.....</b>	<b>42</b>
<b>Annexes .....</b>	<b>43</b>

## LISTE DES CARTES

**Carte n°1** : Etablissements soumis à la redevance prélèvement en 2001

**Carte n°2** : Microcentrales

**Carte n°3** : Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) soumises à autorisation

**Carte n°4** : Etablissements soumis à la redevance pollution en 2001

**Carte n°5** : Mines et carrières

**Carte n°6** : Gestion des déchets

**Carte n°7** : Documents d'urbanisme

**Carte n°8** : Infrastructures de communication

## LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Nombre d'artisans par commune et par type d'activité .....	44
Annexe 2 : Localisation des concessions minières sur les territoires des S.A.G.E. Orne moyenne et Orne aval - Seulles .....	48
Annexe 3 : Périmètres des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) .....	49
Annexe 4 : Population communale en 1999 .....	50
Annexe 5 : Questionnaire destiné aux communes relatif à leurs projets d'urbanisme.....	51

Crédit photo : Ville de Flers

## 1. Activités industrie et artisanat

### 1.1.Contexte réglementaire

La réglementation touchant les activités industrielles et artisanales du point de vue environnemental est présentée ci-dessous en fonction de ses différentes échelles d'application.

#### □ Au niveau européen

La Directive 96/61/CE du Conseil de l'Union Européenne du 24 septembre 1996 relative à **la prévention et à la réduction intégrée de la pollution**, fixe les modalités d'obtention de l'autorisation d'exploitation pour les activités suivantes : les industries d'activités énergétiques, la production et la transformation des métaux, l'industrie minérale, l'industrie chimique, la gestion des déchets et d'autres activités comme les abattoirs, les élevages, la fabrication de papier..., ainsi qu'une liste indicative des **principales substances polluantes** à prendre en compte pour fixer les valeurs limites d'émission. Dans la demande d'autorisation, l'exploitant doit fournir la nature et la quantité des **émissions prévues dans l'air, le sol et l'eau**, les moyens visant à prévenir ou réduire les émissions, les moyens de prévention et de valorisation des déchets de l'installation ainsi que les mesures prévues pour la surveillance des émissions dans l'environnement.

La Directive 96/82/CE du Conseil de l'Union Européenne du 9 décembre 1996 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, appelée directive SEVESO 2, demande aux Etats et aux entreprises **d'identifier les risques** associés à certaines **activités industrielles dangereuses** et renforce la notion de **prévention des accidents majeurs** en imposant notamment à l'exploitant la mise en œuvre d'un système de gestion et d'une organisation proportionnés aux risques inhérents aux installations.

La Directive 76/464/CEE du Conseil de l'Union Européenne du 4 mai 1976 concernant la **pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique**, s'applique aux eaux intérieures de surface, aux eaux de mers territoriales, aux eaux intérieures du littoral et aux eaux souterraines. Elle définit une liste de **substances dangereuses pour les eaux de surface** ainsi que pour **les eaux souterraines**. Tout rejet susceptible de contenir une de ces substances doit être soumis à autorisation préalable. L'article 13 de cette directive a été modifié par la directive européenne 91/692/CEE. La Directive 76/464/CEE sera abrogée à partir du 22/12/2013 conformément à la Directive Cadre sur l'Eau 2000/60/CEE ; son article 6 est abrogé depuis le 22/12/2000 par la Directive Cadre sur l'eau.

La Directive 85/337/CEE du Conseil de l'Union Européenne du 27 juin 1985 concernant **l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement**, modifiée par les directives européennes 97/11/CEE du 3 mars 1997 et 2003/35/CEE du 26 mai 2003, prescrit la réalisation d'une **étude d'incidence** du projet sur l'environnement dans le cadre de la demande d'autorisation. Les projets soumis à cette directive sont listés en annexes. L'évaluation des incidences sur l'environnement doit identifier, décrire et évaluer les effets directs et indirects sur **l'homme, la faune, la flore, le sol, l'eau, l'air, le climat et le paysage**.

La Directive 91/271/CEE du Conseil de l'Union Européenne du 21 mai 1991 relative au **traitement des eaux résiduaires urbaines**, modifiée par la directive européenne 98/15/CE du 27 février 1998, indique que les **rejets d'eaux industrielles usées** dans les systèmes de collecte et les stations d'épuration doivent faire l'objet de **réglementations préalables et/ou d'autorisations spécifiques** de la part des autorités compétentes. Les eaux industrielles usées rejetées dans les systèmes de collecte doivent être soumises au **traitement préalable** nécessaire au bon fonctionnement de la station d'épuration.

La Directive Cadre européenne sur l'Eau (DCE) du 22/12/2000 a pour objet d'établir un cadre pour la protection de la ressource en eau. Les objectifs fixés sont de rétablir le « bon état écologique » des eaux de surface, de prévenir la détérioration qualitative et quantitative des masses d'eau souterraine et de réduire l'émission de substances polluantes.

L'article 10 « L'approche combinée pour les sources ponctuelles et diffuses » indique que chaque Etat membre doit veiller à la mise en œuvre des contrôles et l'application de meilleures pratiques environnementales en référence aux Directives européennes traitant de la prévention et de la réduction intégrée de la pollution, du traitement des eaux résiduaires urbaines et de la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole.

L'article 9 « **Récupération des coûts des services liés à l'utilisation de l'eau** » mentionne que la tarification de l'eau devra inciter les usagers à utiliser les ressources de manière efficace et que les différents secteurs économiques (industriel, ménager et agricole) contribueront à la récupération des coûts des services de l'eau sur la base d'une analyse économique et du principe pollueur-payeur.

L'annexe VIII présente une liste indicative des principaux polluants dans laquelle sont intégrés notamment les composés organohalogénés, les composés organophosphorés, les hydrocarbures persistants, les métaux et leurs composés. Selon les dispositions de la DCE, un programme de recherche des **substances prioritaires** est en cours actuellement en Basse-Normandie au niveau des rejets des installations classées. 16 installations classées participent à l'opération sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne. Suite à la présence ou non de ces différentes substances, un programme de suivi et de surveillance sera établi.

#### ☐ Au niveau de l'Etat français

La Loi n°2004-338 du 21 avril 2004 portant transposition de la Directive Cadre européenne sur l'Eau en droit français. Cette loi reprend les obligations et dispositions de la directive.

Les articles L214-1 à 11 du Code de l'Environnement (Livre II : Milieux physiques, Titre I<sup>er</sup> : eau et milieux aquatiques, Chapitre IV : Activités, installations et usages, section 1 : régimes d'autorisation ou de déclaration) rappellent que tout rejet ou prélèvement dans le milieu aquatique est soumis à autorisation ou déclaration (anciennement article 10 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992).

- Décret n°2003-868 du 11 septembre 2003 modifiant le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application de l'article 10 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 : cette réglementation concerne les prélèvements et les rejets dans les eaux de surface ou souterraines.

- Arrêtés du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 : ces arrêtés indiquent que toute personne réalisant un sondage, un forage, un puits ou un ouvrage souterrain, à des fins de recherche ou de surveillance des eaux souterraines en vue ou non d'un prélèvement, doit effectuer une déclaration et respecter les conditions de réalisation citées dans ces arrêtés.

Les articles L511-1 et 2 et L512-1 à 19 du Code de l'Environnement (livre V : Prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre I<sup>er</sup> : Installations classées pour la protection de l'environnement, Chapitre I<sup>er</sup> : Dispositions générales et Chapitre II : Installations soumises à autorisation ou déclaration) mentionnent les conditions et dispositions relatives aux installations classées.

- Décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées : en application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (dont certains articles ont été modifiés et abrogés par l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement). Ce décret expose les dispositions applicables aux installations soumises à autorisation. La nomenclature des installations classées a été fixée dans le décret du 20 mai 1953 qui a été modifié par de nombreux autres décrets.
- Décret n°77-1141 du 12 octobre 1977 modifié : en application de l'article 2 de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Ce décret expose le contenu des études d'impact nécessaires dans la demande d'autorisation pour les travaux ou projets d'aménagement définis dans la loi n°76-629 relative à la protection de la nature et la directive européenne 85/337/CEE du 27 juin 1985 (citée précédemment).

L'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, fixe les valeurs limite d'émission, les valeurs limites de rejets en fonction de l'activité ainsi que les substances dangereuses pour l'environnement.

Le Code minier, dans son intégralité, définit la classification des sites de substances minérales ainsi que les prescriptions particulières applicables aux mines et carrières.

#### ❑ Au niveau du bassin hydrographique Seine-Normandie

Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (S.D.A.G.E.) du bassin Seine-Normandie approuvé le 20 septembre 1996, fixe les orientations suivantes :

- **Maîtriser les rejets polluants sur l'ensemble du bassin versant** : afin d'assurer l'ensemble des usages tout en préservant la ressource en eau, le SDAGE préconise une réduction coordonnée des flux de pollution dans trois directions dont la réduction à la source des rejets industriels.
- **Prévenir les pollutions accidentelles** : le SDAGE préconise une application de la réglementation générale et le contrôle de son respect, une application de la législation sur les installations classées avec la mise en œuvre de prescriptions complémentaires dans les zones d'alimentation des captages, une connaissance approfondie (et régulièrement mise à jour) des sites à risques. Il est rappelé que la non-conformité des installations à la réglementation en vigueur est la cause la plus fréquente des pollutions accidentelles.

## 1.2. Les principaux acteurs

---

**Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement (DRIRE) :** Service déconcentré du ministère délégué à l'industrie, la DRIRE de Basse-Normandie est chargée à la fois de promouvoir l'activité industrielle en région et de contrôler son impact en termes de sécurité industrielle et environnementale. Ses missions dans le domaine de l'environnement sont de prévenir les risques industriels par un contrôle rigoureux des installations classées, de lutter contre les rejets polluants dans l'air, l'eau ou les sols, d'informer en toute transparence et de favoriser le dialogue et la concertation entre tous les acteurs de l'environnement.

**Agence de l'Eau Seine-Normandie :** L'Agence de l'Eau est un établissement public, sous tutelle du ministère en charge de l'environnement (MEDD). Sa politique d'aide et de gestion est définie dans des programmes quinquennaux. Les priorités du 8<sup>ème</sup> programme (2003-2006) relatives à l'industrie sont de réduire les pollutions toxiques, de favoriser les technologies propres, de fiabiliser l'acquis et de prévenir les risques, de mieux prendre en compte les pollutions accidentelles ou pluviales, et de développer la lutte contre la pollution dans les activités d'artisanat et de services. Pour une meilleure gestion des ressources en eau et pour lutter contre les pollutions, l'Agence de l'Eau Seine-Normandie perçoit de la part des industriels, des habitants et de l'agriculture des redevances sur les prélèvements en eau et sur les pollutions émises, et les redistribue en finançant les systèmes d'élimination des rejets et déchets industriels dangereux, les technologies relatives aux différentes activités économiques.

**Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) :** L'ADEME est un établissement public national à caractère industriel et commercial sous la tutelle des ministres chargés de la recherche, de l'écologie et de l'énergie. Ses domaines d'intervention sont les déchets et les sols pollués, l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, l'air et les transports, les nuisances sonores et le management environnemental. Elle réalise des outils d'information, mène des campagnes de sensibilisation et accorde des aides financières, notamment aux artisans dans le cadre de la mise aux normes de leurs installations pour la protection de l'environnement.

**Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de Basse-Normandie (CRCI) :** Un centre de ressources environnement a été mis en place à la CRCI à l'initiative du réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie, du Conseil Régional, de la DRIRE Basse-Normandie et avec le soutien du Fonds Structurel Européen. Il a pour vocation d'aider les entreprises qui souhaitent bénéficier d'une première information et d'un pré conseil en matière d'environnement, de sécurité et d'analyse des risques industriels, évaluer la situation de leur établissement au regard de la problématique environnementale, être régulièrement informées des évolutions normatives et réglementaires en ce domaine, échanger avec d'autres industriels sur les pratiques en ces domaines.

**Chambre des Métiers au niveau régional et départemental :** La Chambre des Métiers a un rôle d'information, de conseil et d'animation auprès des artisans dans le domaine de l'environnement. La Chambre des Métiers sert d'interface entre l'artisan et les interlocuteurs comme l'Agence de l'Eau Seine-Normandie et l'ADEME.

### 1.3. Les prélèvements en eau

L'Agence de l'Eau Seine-Normandie perçoit une **redevance sur les prélèvements d'eau** effectués par les établissements industriels. Cette redevance est calculée de la façon suivante :

L'assiette de la redevance est constituée par la quantité d'eau réellement puisée (prélèvement) et la quantité d'eau non restituée (consommation). Le prélèvement est mesuré et la consommation estimée en fonction de l'activité et du mode de rejet. A chaque assiette, (prélèvement et consommation) est appliqué un taux différenciant les eaux souterraines des eaux superficielles.

**La redevance de prélèvement et consommation :**  
**quantité prélevée x taux + quantité consommée x taux**

Cette redevance s'applique aux personnes physiques ou morales qui effectuent des prélèvements dans le milieu naturel. Elle est appelée redevance de base. Selon la zone géographique, deux autres redevances peuvent s'ajouter :

- une redevance de régulation sur les prélèvements effectués en rivière du 1er juin au 31 octobre,
- une redevance pour action renforcée dans certaines zones qui exigent des travaux particuliers.

Les seuils de la redevance prélèvement sont :

- pour les eaux souterraines : 28 270 m<sup>3</sup>,
- pour les eaux de surface : 218 051 m<sup>3</sup>.

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, **66% des prélèvements en eau par les industriels ont lieu dans les eaux superficielles.**

Année	Eaux superficielles			Eaux souterraines		
	Nombre de points de prélèvement	Volume total prélevé en m <sup>3</sup>	Volume prélevé en étiage en m <sup>3</sup>	Nombre de points de prélèvement	Volume total prélevé en m <sup>3</sup>	Volume prélevé en étiage en m <sup>3</sup>
1997	2	485 646	165 923	7	234 105	90 660
1998	2	472 545	186 840	4	192 302	83 752
1999	2	416 035	167 310	4	234 138	98 937
2000	3	427 830	151 130	4	245 845	108 163
2001	3	460 225	182 340	4	256 112	109 144
	<b>2 262 281</b>	<b>853 543</b>		<b>1 162 502</b>	<b>490 656</b>	

Données Agence de l'Eau Seine Normandie - 2003

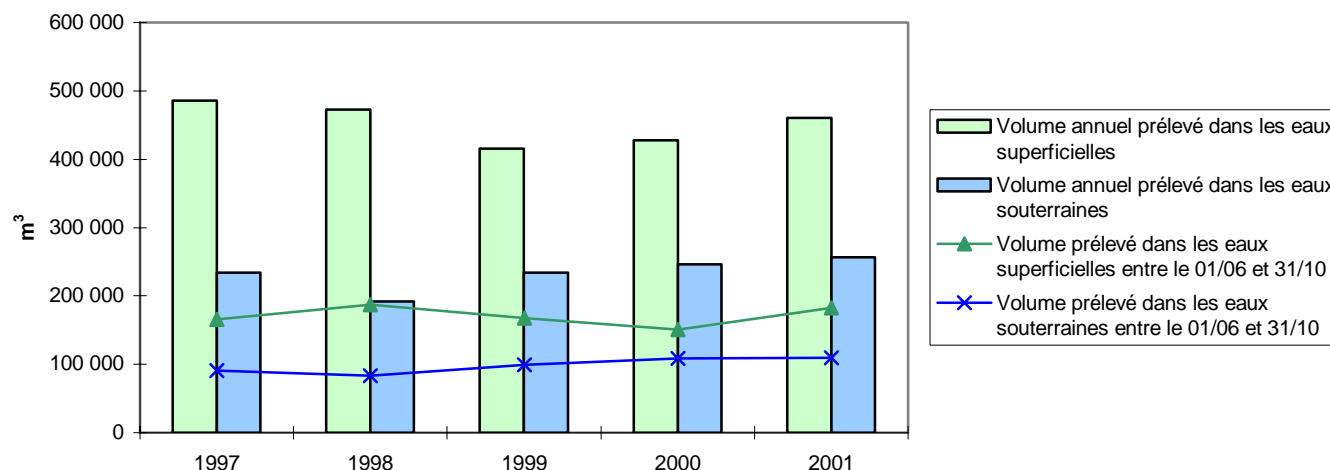


Le nombre d'établissements soumis à la redevance prélèvement reste quasiment stable entre 1997 et 2001. Chaque « préleveur » peut posséder plusieurs points de prélèvement, situés sur le même site d'exploitation.

Le graphique suivant présente l'évolution des prélèvements entre 1997 et 2001. Les volumes prélevés durant cette période restent quasiment stationnaires. On observe cependant une baisse des prélèvements en eaux superficielles en 1998 et en 1999 pour les eaux souterraines.

Les prélèvements dans les eaux souterraines et superficielles entre le 1<sup>er</sup> juin et le 31 octobre représentent environ 40% des volumes annuels prélevés, laissant penser à un débit d'exploitation stable tout au long de l'année.

**Prélèvements en eau par les industriels  
(données Agence de l'Eau Seine-Normandie)**



La [carte n°1](#) présente la localisation des industriels redevables pour prélèvement en 2001. **Les prélèvements en eaux souterraines se situent dans les petits aquifères qui se développent dans le socle.** Le prélèvement le plus important au niveau du volume est situé sur **la Rouvre**.

Il faut rappeler que cette analyse tient compte uniquement des établissements qui prélèvent directement dans les eaux souterraines ou superficielles. Cependant de nombreux établissements industriels raccordés au réseau d'eau potable utilisent également de l'eau dans leur process. Le recensement de ces établissements ainsi que les volumes d'eau associés ne sont pas connus.

## 1.4.L'activité hydroélectrique

---

### 1.4.1. Les microcentrales

Le principe de l'hydroélectricité est de produire de l'énergie électrique à partir de la force motrice de l'eau. Les microcentrales sont des petites centrales hydroélectriques d'une puissance inférieure à 5 000 kW, dont la production est généralement destinée à la consommation locale. Elles sont généralement des centrales de basses chutes, sans possibilité de stockage. A son arrivée au barrage, l'eau de la rivière est immédiatement turbinée. La force motrice de l'eau va faire fonctionner cette turbine qui par l'intermédiaire d'un transformateur va produire de l'électricité. Cette électricité est soit utilisée sur place par exemple pour le fonctionnement d'une minoterie, soit vendue à EDF.

Il existe deux principaux types de microcentrales :

- le barrage au fil de l'eau : un seuil est installé sur le largeur du cours d'eau permettant de créer une petite retenue en amont,
- l'installation en dérivation : la microcentrale est installée sur un canal de dérivation qui détourne une partie du débit du cours d'eau vers l'installation hydroélectrique et la restitue en aval.

La Loi du 16 octobre 1919, modifiée, relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique fixe les conditions générales d'exploitation ainsi que la classification des entreprises hydrauliques. Toute installation hydraulique dont la puissance est supérieure à 5000 kW est soumise au régime de concession. Toutes les autres entreprises sont placées sous le régime de l'autorisation. « Nul ne peut disposer de l'énergie des marées, des lacs et des cours d'eau, quel que soit leur classement, sans une concession ou une autorisation de l'Etat » (cf. article 1 de la loi du 16/10/1919).

L'entreprise hydraulique, placée soit sous le régime de la concession, soit sous le régime de l'autorisation, doit répondre à certaines obligations dont notamment le respect des débits prélevés et réservés. Le débit réservé correspond au débit maintenu en aval de l'installation. L'article L-232-5 du code rural (loi "Pêche") vise explicitement les "ouvrages à construire dans le lit d'un cours d'eau", et les "dispositifs" à aménager pour maintenir un certain débit. Il oblige à laisser passer un débit minimal garantissant la vie, la circulation et la reproduction des espèces qui peuplent les eaux. Ce débit minimal est au moins égal au dixième du module (au 1/40ème pour les installations existantes au 29/06/84) ou au débit entrant si ce dernier est inférieur.

Sur le cours principal de l'Orne, **7 microcentrales** sont recensées sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne.

Sur les sous-bassins versants de l'Orne (Rouvre, Vère, Noireau, Druance, Baize), les microcentrales en activité recensées sont les suivantes :

- **Vère** : barrage du Champ Ferment (Sté Minoterie des Landes) à Saint Pierre-du-Regard ;
- **Noireau** : le moulin des Landes à Tinchebray sur la Durance, affluent du Noireau ;
- **Baize** : une microcentrale est recensée sur le cours principal (moulin de Ménil-Vin).

Sur le cours principal de l'Orne, les microcentrales sont suivies par la DDE du Calvados, au titre de la Police de l'Eau, (hormis celle de La Courbe, suivie par la DRIRE en raison de sa puissance). Sur les affluents, la Police de l'Eau est en charge des Directions Départementales de l'Agriculture et de la Forêt de l'Orne et du Calvados sur leurs territoires respectifs.

Le tableau suivant présente les caractéristiques des microcentrales recensées sur l'Orne. Nous ne disposons pas des données équivalentes sur les microcentrales installées sur les affluents de l'Orne. Les microcentrales sont localisées sur la [carte n°2](#).

Nom des barrages	Localisation	Longueur de la crête du barrage en m	Hauteur de chute en m	Débit maximum prélevé en m <sup>3</sup> /s	Débit réservé en m <sup>3</sup> /s	Puissance de production	Période de mise en chômage réglementaire
Les Forces motrices de l'Orne	Les Moutiers en Cinglais	70	3,25	15	0,6	478 kW	Obligation si Q Orne < 2,9 m <sup>3</sup> /s
Le Hom	Curcy-sur-Orne	83,68	2,20	11,3	2,3	245 kW	Du 01/08 au 30/09 ou si Q Orne < 4,4 m <sup>3</sup> /s Dérogation si Q Orne > 4,4 m <sup>3</sup> /s
Thury-Harcourt	Thury-Harcourt	100	1,90	8	1,4	150kW	Obligation si Q Orne < 1,6 m <sup>3</sup> /s
Froger Gosselin	Saint Rémy-sur-Orne	60	1,80	15	0,8	265 kW	Du 15/07 au 15/09 ou si Q orne < 4,8 m <sup>3</sup> /s Dérogation si Q Orne > 4,8 m <sup>3</sup> /s
La Courbe	Cossesseville		4,10	43	0,5	1730 kW	Obligation si Q Orne < 4 m <sup>3</sup> /s
Le Bateau	Menil-Hubert	50	1,80	5	0,7	90 kW	Obligation si Q Orne < 1,4 m <sup>3</sup> /s
Le Pont des Vers	Mesnil Villement	140	2,90	14	1,3	400 kW	Du 15/06 au 15/10 ou si Q Orne < 4 m <sup>3</sup> /s Dérogation si Q Orne > 4 m <sup>3</sup> /s

Données DDE du Calvados - 2003

#### 1.4.2. Le barrage de Rabodanges

Le barrage de Rabodanges constitue la limite amont du S.A.G.E. Orne moyenne. Ce barrage, exploité par Electricité de France, a été construit en 1961 à des fins de production d'électricité grâce à l'énergie motrice de l'eau. Il est situé sur les communes de Saint Aubert-sur-Orne et Rabodanges. En amont du barrage, une retenue de 6 km de long remonte jusqu'en aval de Putanges-Pont-Ecrepin.

L'usine hydroélectrique de Rabodanges fonctionne en éclusées, c'est-à-dire qu'elle produit de l'énergie en fonction de la demande du réseau électrique et des débits entrant dans la retenue située en amont. Ce principe de fonctionnement provoque des variations de débits brusques et artificielles.

Afin de compenser ces variations de débit, un barrage de compensation a été construit en aval de l'usine hydroélectrique. Il s'agit du barrage de Saint Philbert situé sur la commune de Saint Philbert-sur-Orne.

La centrale hydroélectrique de Rabodanges produit chaque année près de 22 millions de kWh soit l'équivalent des besoins en électricité d'une ville de 10 000 habitants. A l'aval, l'aménagement hydroélectrique de Saint Philbert produit quant à lui 1,5 millions de kWh par an.

Le décret du 20 novembre 1961 concédant à Electricité de France l'aménagement et l'exploitation de la chute de Rabodanges jusqu'au 31 décembre 2035, dans les départements de l'Orne et du Calvados, fixe les conditions d'exploitation auxquelles doit se conformer l'exploitant.

## 1.5. Sources de pollution potentielles

---

Les **eaux résiduelles industrielles** sont les déchets liquides résultant, selon les activités exercées, de l'extraction ou de la transformation de matières premières en produits industriels (produits primaires), de la transformation éventuelle de ces produits primaires (produits dérivés), ainsi que de l'utilisation des produits primaires ou dérivés pour la fabrication de biens de consommation.

Tant au point de vue de leur volume qu'à celui de leur composition, et contrairement aux eaux résiduelles domestiques, les caractéristiques des eaux résiduelles industrielles sont variables pour chaque branche industrielle, voire pour chaque établissement d'une même branche.

La composition des eaux résiduelles industrielles s'apprécie au travers de **paramètres physico-chimiques ou biologiques**, soit globaux (matières en suspension, demande biochimique en oxygène, azote global, phosphore total, turbidité, carbone organique total, etc.), soit spécifiques, tels que, par exemple, la température, le pH, ou bien la teneur en certains éléments chimiques dont la connaissance présente un intérêt particulier (ce qui est souvent le cas lorsque des substances toxiques sont en jeu).

### 1.5.1. Les installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Une **Installation Classée pour la Protection de l'Environnement** (ICPE) est un établissement dont les activités entrent dans le champ d'une nomenclature officielle reprenant toutes les activités pouvant causer des nuisances (rejets polluants, bruit, vibrations) ou engendrer des risques (stockage de produits toxiques, explosion, incendie...).

Chaque rubrique de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement peut définir un seuil d'activité à partir duquel l'installation est soit **soumise à déclaration** préalable au fonctionnement soit **soumise à autorisation** préfectorale préalable après enquête publique.

Si l'établissement est soumis à déclaration, l'exploitant doit respecter des prescriptions standard qui lui sont notifiées.

Si l'établissement est soumis à autorisation, l'exploitant doit respecter les termes de son arrêté préfectoral qui a été établi sur mesure en fonction des exigences réglementaires et du contenu du dossier de demande d'autorisation (étude d'impact et étude de dangers notamment).

Ces installations peuvent émettre des rejets dans les eaux superficielles. Ces rejets sont suivis et contrôlés par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, uniquement pour les ICPE soumises à autorisation. Pour les installations soumises à déclaration, des limites de rejet sont imposées dans les prescriptions type, un contrôle systématique n'est pas effectué en raison du nombre d'installations, mais une action de contrôle police des installations classées peut être effectuée par la DRIRE.

### a. Installations classées soumises à autorisation

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, **58 ICPE soumises à autorisation** sont recensées en 2003 par la DRIRE de Basse-Normandie et localisées sur la [carte n°3](#). 10 d'entre elles sont soumises à l'autosurveillance de leur rejet. Le tableau suivant liste ces ICPE et indique la valeur des rejets annuels en kg effectués en 2002.

Nom	Activité	Commune	Lieu de rejet	DCO	MES	NTK	Phosphore	Métaux lourds	Autres
Dresser produits industriels	Traitement de surface	Condé-sur-Noireau	Noireau	120			6	Fe : 2	F <sup>-</sup> : 11
Vallée SA	Industrie laitière	Clécy	Béron	3067	752	173	521		
Bolaidor	Industrie laitière	Saint Hilaire-de-Briouze	Rouvre	14043		1724	3213		
Bouvet	Traitement de surface	Chanu	Aubrière	41				Fe : 0,3 ; Zn : 0,3 ; Cu : 0,2 ; Ni : 0,3	
Dubourg et Fils	Traitement de surface	Athis-de-l'Orne	Vère	1119	65		66	Fe : 1 ; Zn : 3 ; Ni : 2	
Faurécia Sièges Automobile SA	Traitement de surface	Flers- La Blanchardièrre	STEP Flers	340			34	Fe : 2 ; Zn : 3 ; Ni : 0,6	F <sup>-</sup> : 9
Faurécia Sièges Automobile SA	Traitement de surface	Saint Georges des Groseillers	STEP Flers	1722			65	Fe : 17 ; Zn : 4 ; Ni : 5	
Faurécia Sièges Automobile SA	Traitement de surface	Flers la Butte aux loups	STEP Flers	459			43	Fe : 3 ; Zn : 1	
Mermier Lemarchand Réunis	Traitement de surface	Tinchebray	Toitre	605			78	Fe : 12 ; Zn : 30	
Titan France	Traitement de surface	Saint Georges des Groseillers	Vère	1129	181		94	Fe : 3 ; Zn : 2 ; Ni : 9	

Données DRIRE de Basse-Normandie - 2002

La pression industrielle par sous bassin versant est présentée sur la [carte n°3](#) où le nombre d'installations classées soumises à autorisation a été listé et ramené à la superficie du sous bassin versant. L'**activité industrielle** est principalement présente sur le **bassin versant de la Vère** sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne.

Le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne a été divisé en 6 sous-bassins versants qui correspondent :

- au bassin de la Baize, affluent de l'Orne,
- au bassin de la Rouvre, affluent de l'Orne,
- au bassin du Noireau, affluent de l'Orne,
- au bassin de la Vère, affluent du Noireau,
- au bassin de la Druance, affluent du Noireau,
- au bassin de l'Orne, hors affluents.

Afin de caractériser l'activité industrielle par bassins versants, nous avons répertorié 7 grands types d'activités, correspondant au classement des établissements soumis à la redevance pollution de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie :

- Déchets : Décharges d'ordures ménagères, de déchets industriels banaux, dépôts de ferrailles, de non ferreux. Ce type d'activité peut générer une pollution par les composés organo-halogénés, les métaux lourds, les PCB... ;
- Énergie ;
- Agro-alimentaire : industrie laitière, viande, équarrissage, abattoirs, fabrication d'aliments pour animaux, autres. La pollution pouvant être générée correspond essentiellement aux matières en suspension, à la matière organique, au phosphore, aux métaux ;
- Matériaux : carrières, centrales d'enrobés. La pollution pouvant être générée par ce type d'activité provient des matières en suspension, des hydrocarbures, des HAP... ;
- Traitement de surface – Métal : traitement de surface, usinage. Cette activité peut générer une pollution par les métaux, les composés organo-halogénés, les PCB, les hydrocarbures... ;
- Chimie et parachimie : dépôts de pétrole et produits dérivés, industrie pharmaceutique, fabrication de poudres et explosifs. Le type de pollution pouvant être généré par cette activité est variable (hydrocarbures, métaux,...) ;
- Autres : textile, stockage de céréales, chaufferie urbaine.

	BV de la Baize	BV de la Rouvre	BV du Noireau	BV de la Vère	BV de la Druance	BV de l'Orne
Nombre d'ICPE soumises à autorisation	1	8	17	23	5	3

Données 2003

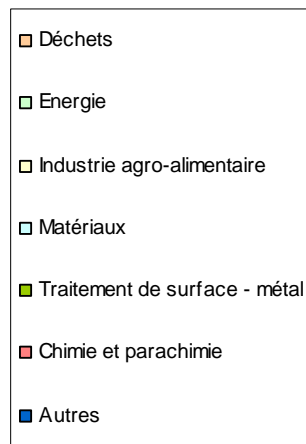
Les graphiques présentés page suivante montrent que :

- Sur le bassin de la Baize, un stockage de céréales est situé en limite amont du bassin versant ;
- Sur le **bassin de la Rouvre**, les ICPE sont principalement situées sur la tête de bassin versant à proximité de Briouze. **Trois industries agro-alimentaires** sont recensées, ainsi que 3 dépôts de ferrailles ;
- Sur le **bassin du Noireau**, l'activité principale est le **traitement de surface**. Les ICPE sont situées autour de Tinchebray en amont du bassin et à Condé-sur-Noireau sur la partie aval du bassin au niveau de la confluence avec la Druance ;
- Sur le **bassin de la Vère**, l'activité industrielle est importante aussi bien sur la tête de bassin au niveau de Flers que sur l'ensemble du territoire. L'activité industrielle majoritaire est le **traitement de surface** ;
- Sur le **bassin de la Druance**, l'activité industrielle est présente en aval du bassin. Trois des cinq ICPE présentes sur ce bassin ont une activité de **traitement de surface** ;
- Sur le bassin de l'Orne, seules trois ICPE sont présentes.

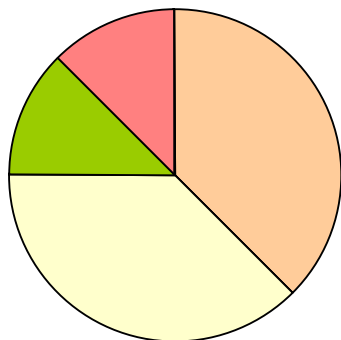
**L'activité de traitement de surface est très présente sur les bassins de la Vère, du Noireau et de la Druance. L'activité agro-alimentaire est principalement située sur la Rouvre et le Noireau.**

## Répartition des installations classées soumises à autorisation par type d'activité et par sous bassin versant

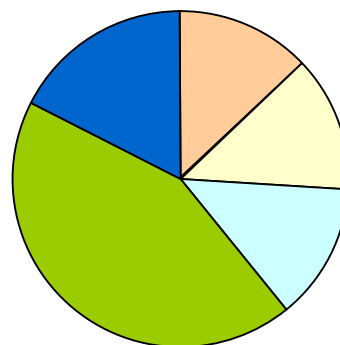
*b.*



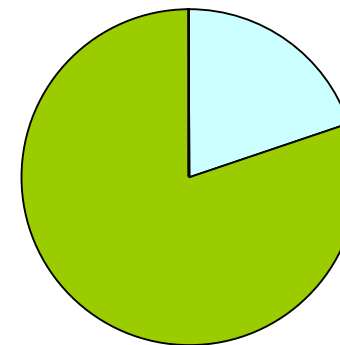
**Bassin de la Rouvre**



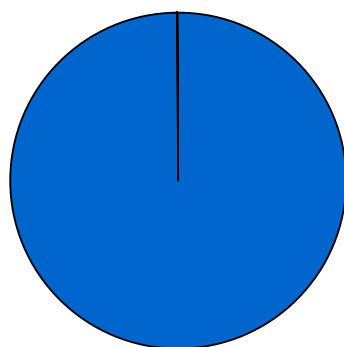
**Bassin de la Vère**



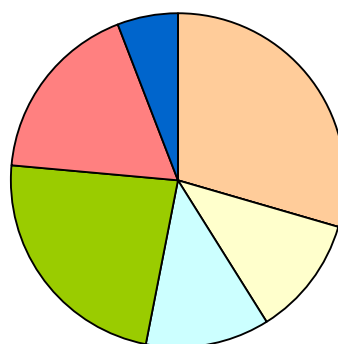
**Bassin de la Druance**



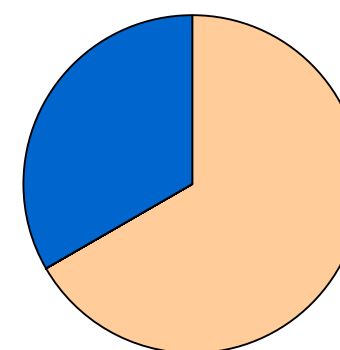
**Bassin de la Baize**



**Bassin du Noireau**



**Bassin de l'Orne**

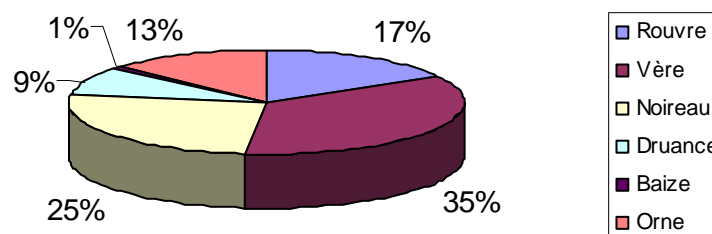




### **Installations classées soumises à déclaration**

La DRIRE de Basse-Normandie a recensé près de 115 installations classées soumises à déclaration sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne en 2003. Elles sont principalement situées sur les bassins de la Vère et du Noireau.

**Répartition des installations classées soumises à déclaration sur le territoire du SAGE Orne moyenne**



### **c. Etablissements relevant de la Directive SEVESO 2**

La directive SEVESO 2 vise les établissements potentiellement dangereux au travers d'une liste d'activités et de substances associées à des seuils de classement. Elle définit deux catégories d'entreprises en fonction de la quantité de substances dangereuses présentes (seuil haut et seuil bas). Ces installations sont suivies par les services de la DRIRE.

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, aucun établissement relevant de la Directive SEVESO 2 n'est recensé par la DRIRE en avril 2004.

#### **1.5.2. Etablissements soumis à la redevance pollution**

L'Agence de l'Eau perçoit auprès des industriels une redevance en fonction de la pollution qu'ils génèrent. Elle est calculée en intégrant huit paramètres de pollution (cf. ci-après) auxquels correspondent des coûts unitaires spécifiques. La redevance est établie à partir d'une déclaration d'activité polluante annuelle transmise par les industriels. Les redevances brutes peuvent être calculées de trois façons différentes :

- Estimations forfaitaires

Il s'agit de la méthode par défaut issue de l'arrêté du 28 octobre 1975. Pour chaque activité industrielle ont été définis des coefficients spécifiques de pollution qui (en recoupant avec les données d'activités déclarées par l'industriel) permettent le calcul de la redevance. Si un industriel s'estime lésé par ce forfait ou si l'agence estime que la pollution est sous-estimée, il est possible de dénoncer le forfait ; on passe alors à la mesure.

○ Mesures de pollution

Lorsqu'il y a dénonciation de forfait, une mesure est alors réalisée sur le site afin de déterminer de nouveaux coefficients spécifiques de pollution. Ces coefficients sont propres au site concerné et sont reconduits jusqu'à nouvelle dénonciation.

○ Automesures journalières

Cette 3<sup>ème</sup> méthode propose de calculer la redevance à partir des données d'autosurveillance que l'industriel réalise. Soumise à des conditions d'éligibilité, cette méthode se rapproche de la réalité et a l'avantage de prendre en compte de façon instantanée les variations de pollution générée (ex : diminution suite à la mise en place d'une technologie propre).

Une prime pour épuration est attribuée en fonction de la pollution qui est éliminée par des ouvrages d'épuration propres au site. L'assiette de la prime pour épuration est calculée en multipliant les quantités de pollution brute par des coefficients dit coefficients de prime. Ceux-ci dépendent :

- du fonctionnement annuel (efficacité, fiabilité, gestion),
- des dispositifs d'épuration en place sur le site industriel,
- de la destination des résidus d'épuration.

L'industriel ne paie à l'Agence de l'Eau qu'une redevance nette qui est la différence entre la redevance brute et la prime.

Les paramètres mesurés sont énumérés dans le décret modifié n°66-700 du 14 septembre 1966 relatif aux agences financières de bassin créées par l'article 14 de la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964. Il s'agit des matières en suspension (**MES**), du phosphore total (**MP**), des composés organohalogénés adsorbables sur charbon actif (**AOX**), des métaux et métalloïdes (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, plomb et zinc) (**MTX**), de l'azote réduit (organique et ammoniacal) (**NR**), des matières inhibitrices (**MI**), des matières oxydables exprimées par une moyenne pondérée de la demande chimique en oxygène (DCO) et de la demande biochimique en oxygène pendant cinq jours (DBO5) (**MO**) et des sels solubles (**SEL**).

Le tableau suivant présente les **flux rejetés en 2001 par les établissements soumis à la redevance pollution par bassin versant** sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne. Les rejets peuvent avoir lieu dans le milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement. Il convient de considérer ces flux avec prudence, leur estimation résultant dans certains cas de méthode de calcul forfaitaire.

		<b>Rejet</b>								
--	--	--------------	--	--	--	--	--	--	--	--

Bassin versant	Nombre d'établissements	Rejet	MES rejeté kg/j	MP rejeté kg/j	AOX rejeté kg/j	MTX rejeté kg/j	NR rejeté kg/j	MI rejeté kg/j	MO rejeté kg/j	SEL rejeté mmho/j
		Milieu naturel								
		Réseau d'assainissement								
Noireau	8	4	108	4	0	2865	11	1310	110	0
		4	108	0	0	815	3	490	61	0
Druance	3	3	72	0	1972	6611	2	156	49	0
		-								
Vère	19	10	387	9	4588	38476	7	2635	398	0
		9	576	14	534	20492	50	13073	1005	1098
Rouvre	6	6	104	10	0	14	27	3	461	123
		-								
<b>S.A.G.E.</b>	<b>36 (dont 21 ICPE)</b>	<b>23</b>	<b>671</b>	<b>23</b>	<b>6560</b>	<b>47966</b>	<b>47</b>	<b>4104</b>	<b>1018</b>	<b>123</b>
		<b>13</b>	<b>684</b>	<b>14</b>	<b>534</b>	<b>21307</b>	<b>53</b>	<b>13563</b>	<b>1066</b>	<b>1098</b>

Données 2001

Les activités soumises à redevance par bassin se répartissent de la façon suivante (cf. [Carte n°4](#)) :

Bassin versant	Déchets	Energie	Industrie agro-alimentaire	Matériaux	Traitement de surface - métal	Chimie et parachimie	Autres
Noireau	-	-	4	1	3	-	-
Druance	-	-	-	-	3	-	-
Vère	1	-	2	2	10	1	3
Rouvre	1	-	4	-	-	-	1
<b>S.A.G.E.</b>	<b>2</b>	<b>-</b>	<b>10</b>	<b>3</b>	<b>16</b>	<b>1</b>	<b>4</b>

Données 2001

Le bassin de la **Vère** est le siège de nombreuses entreprises dont l'activité est le **traitement de surface** ; ceci se confirme par un flux annuel important de **métaux** rejeté soit vers le milieu naturel soit vers le réseau d'assainissement. Après le traitement de surface, l'activité la plus présente sur le territoire du S.A.G.E. est **l'industrie agro-alimentaire** localisée sur les bassins de la **Rouvre** et du **Noireau**.

*Note : une industrie agro-alimentaire sur le bassin de la Rouvre à Athis-de-l'Orne a arrêté son activité en 2003.*

Avant le rejet des effluents dans le réseau d'assainissement public ou dans le milieu naturel, certains établissements disposent d'un dispositif de prétraitement ou de traitement de leurs effluents. Les tableaux page 22 présentent par bassin versant les **dispositifs de traitement existants** des établissements raccordés et non raccordés au réseau d'assainissement public en fonction du type d'activité.

Lorsque les établissements sont raccordés au réseau d'assainissement public, les effluents rejetés subissent dans la plupart des cas au moins un prétraitement. Concernant les rejets dans le milieu naturel, un prétraitement poussé ou un traitement sont dans la plupart des cas mis en place.

Les effluents provenant des industries agro-alimentaires, sont prétraités avant leur rejet dans le réseau d'assainissement public. Lorsque ceux-ci sont rejetés dans le milieu naturel, 50% sont directement épandus et 50% sont traités par l'intermédiaire de station d'épuration à boues activées.

Sur le territoire du S.A.G.E., 16 établissements ont une activité de traitement de surface – métal. 25% n'ont pas de rejet, 12% n'ont aucun dispositif de traitement de leurs effluents (représentant 2 établissements dont un est raccordé au réseau et l'autre rejette dans le milieu naturel). Les 63% restants (soit 10 établissements dont 5 raccordés au réseau et 5 non raccordés) ont un dispositif de traitement de type station d'épuration physico-chimique.

Pour les autres activités recensées (matériaux, déchets, chimie et parachimie, autres), aucun dispositif de traitement n'est installé. Seuls deux établissements sur la Vère dont les activités sont déchets et matériaux ont mis en place un prétraitement poussé de leurs effluents.

## Établissements soumis à la redevance pollution – Types de dispositifs de traitement des rejets

### Bassin du Noireau - Etablissements raccordés (4)

Type d'activité	Nombre d'établissements	Type de dispositif de traitement
Industrie agro-alimentaire	2	Traitement en centre des déchets (1)
		Prétraitement sommaire (1)
Traitement de surface - Métal	2	Néant (1)
		STEP physico chimique (1)

### Bassin du Noireau - Etablissements non raccordés (4)

Type d'activité	Nombre d'établissements	Type de dispositif de traitement
Matériaux	1	Néant (1)
Industrie agro-alimentaire	2	Epandage direct (1)
		STEP boues activées (1)
Traitement de surface - Métal	1	STEP physico chimique (1)

### Bassin de la Drunance - Etablissements non raccordés (3)

Type d'activité	Nombre d'établissements	Type de dispositif de traitement
Traitement de surface - Métal	3	STEP physico chimique (1)
		Rejet 0 (1)
		Néant (1)

### Bassin de la Vère - Etablissements raccordés (9)

Type d'activité	Nombre d'établissements	Type de dispositif de traitement
Industrie agro-alimentaire	2	Prétraitement poussé (1)
		Prétraitement sommaire (1)
Traitement de surface - Métal	4	STEP physico chimique (4)
Chimie et parachimie	1	Néant (1)
Autres	2	Néant (1)

### Bassin de la Vère - Etablissements non raccordés (10)

Type d'activité	Nombre d'établissements	Type de dispositif de traitement
Déchets	1	Prétraitement poussé (1)
Matériaux	2	Rejet 0 (1)
		Prétraitement poussé (1)
Traitement de surface - Métal	6	<i>fermé</i> (1)
		Rejet 0 (2)
		STEP physico chimique (3)
Autres	1	Néant (1)

### Bassin de la Rouvre - Etablissements non raccordés (6)

Type d'activité	Nombre d'établissements	Type de dispositif de traitement
Déchets	1	Prétraitement sommaire (1)
Industrie agro-alimentaire	4	Epandage direct (2)
		STEP boues activées (2)
Autres	1	Néant (1)

### 1.5.3. Sites et sols pollués (ou potentiellement pollués)

**8 sites** ont été recensés en 2003 sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne par le Ministère de l'écologie et du développement durable (MEDD). Ces sites sont pollués ou potentiellement pollués et nécessitent une action de la part des pouvoirs publics à titre préventif ou curatif. La DRIRE est chargée de la gestion de ces sites.

Afin de savoir si un site est pollué ou non, il est nécessaire de réaliser une étude préliminaire qui va permettre d'identifier le type de pollution présente et les risques encourus. Il s'agit d'une Evaluation Simplifiée des Risques (ESR) qui se déroule selon trois étapes :

- une étude historique du site avec recensement des installations et activités qui ont eu lieu sur le site, et étude de la vulnérabilité du site ;
- un diagnostic initial comprenant des analyses de sols et d'eau ;
- une évaluation du risque à partir de la grille ESR établie au niveau national, qui tient compte de la nature de la pollution, de la migration de la pollution et des cibles potentielles.

Commune	Pollution	Etudes réalisées	Moyens de surveillance	Particularité
Condé-sur-Noireau	Hydrocarbures et solvants halogénés	Audit environnemental 1990	Prélèvements annuels dans les eaux souterraines et les eaux superficielles 1998	Travaux en cours : traitement des terres polluées et des eaux de la nappe
Condé-sur-Noireau	Dépôt de DIB	ESR 2002	-	Etude de faisabilité de travaux
Condé-sur-Noireau		Protocole d'accord GDF 1996	-	-
Saint Clair-de-Halouze	Amiante et fer	-	Prélèvements annuels des eaux superficielles 1994	-
Saint Clair-de-Halouze	Hydrocarbures, solvants halogénés et non halogénés	-	-	
Flers	HAP	Protocole Gaz de France 1996 Diagnostic approfondi 1994	Prélèvements semestriels dans les eaux souterraines 1996	Site avec restriction d'usage
Magny-le-Désert		Protocole d'accord GDF 1996	-	-
Cahan	Zn, traces de phénols, magnésium et amiante	Diagnostic de l'état du sol 1989	-	Travaux réalisés en 1995 Utilisation de la nappe pour l'agriculture

Données Basol - 2003

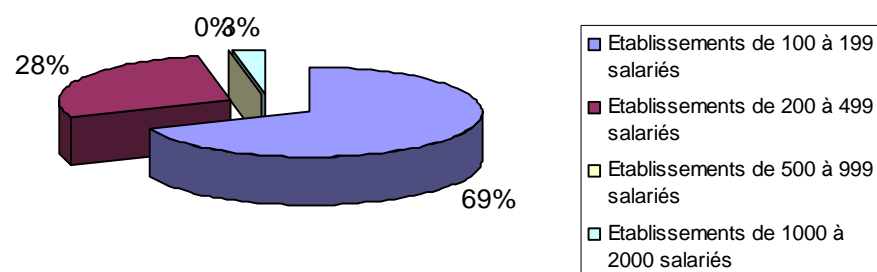
### 1.5.4.

### Entreprises de plus de 100 salariés recensées à la Chambre de Commerce et d'Industrie

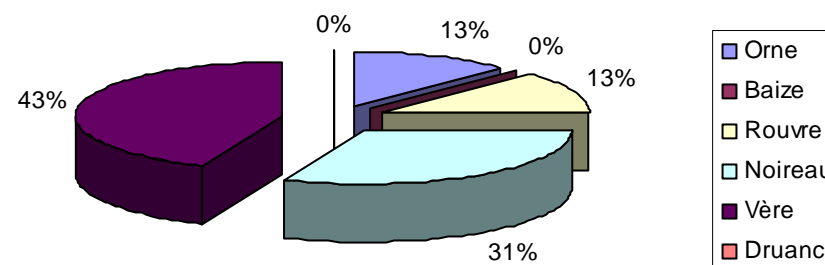
Les entreprises industrielles de plus de 100 salariés ont été recensées par les Chambres de Commerce et d'Industrie de Caen et de Flers. Ces données permettent d'exprimer la pression industrielle par sous bassins versants.

**32 établissements industriels de plus de 100 salariés** sont recensés sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, 15 sont des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et 14 sont soumis à la redevance pollution de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie.

Répartition des établissements industriels en fonction du nombre de salariés



Répartition des établissements industriels par bassin versant



Près de 70% des établissements recensés ont entre 100 et 200 salariés. Seul un établissement à Flers, Faurecia Sièges d'automobiles, a plus de 1700 employés.

Comme on peut le voir sur les graphiques ci-dessus, près de 75% des établissements recensés sont localisés dans les **bassins versants de la Vère et du Noireau**, principalement à **Flers** et **Condé-sur-Noireau**. Les principales activités sont les **métaux** et le **traitement de surface**, et l'**agroalimentaire**.

**239 établissements comprenant entre 10 et 100 salariés** sont recensés par les Chambres de Commerce et d'Industrie de Caen et de Flers sur le territoire du S.A.G.E..

#### 1.5.5.

## Activité artisanale

Les deux principaux critères de définition de l'**Artisanat** sont :

- Le critère d'activité : les entreprises artisanales sont des entreprises de *production*, de *transformation*, de *réparation* et de *prestation de services* ;
- Le critère dimensionnel : sont considérés comme relevant de l'artisanat les chefs d'entreprise n'employant pas plus de *10 salariés* (exception pour les entreprises qui dépassent le seuil de 10 salariés et dont le dirigeant a la qualité d'Artisan, le titre de Maître Artisan ou un Brevet de Maîtrise).

Les Chambres des Métiers de l'Orne et du Calvados nous ont transmis la liste des artisans, d'après le répertoire des métiers, par commune sur le territoire du S.A.G.E. en distinguant leur activité. Le tableau suivant présente le nombre d'artisans par sous-bassins versants et par type d'activités. Les classes d'activité présentées sont celles utilisées par les Chambres des métiers.

Sous-bassin versant	Nombre d'artisans par km <sup>2</sup>	Nombre total d'artisans	Nombre d'artisans par type d'activité													
			Alimentation		Travail des métaux		Textile, habillement et cuir		Bois et ameublement		Autres fabrications		Bâtiment		Transport, réparation et autres services	
<i>Baize</i>	0,3	36	4	11%	2	5,5%	1	2,8%	6	1,7%	2	5,5%	15	41,7%	6	16,7%
<i>Druance</i>	0,45	95	19	<b>20%</b>	6	<b>6,3%</b>	1	1%	4	4,2%	4	4,2%	45	<b>47,4%</b>	17	17,9%
<i>Noireau</i>	<b>1,5</b>	307	55	18%	14	4,6%	4	1,3%	17	5,5%	13	4,2%	99	32,2%	103	<b>33,5%</b>
<i>Orne</i>	0,76	231	39	17%	6	2,6%	0	0	12	5,2%	6	2,6%	120	<b>51,9%</b>	52	22,5%
<i>Rouvre</i>	0,55	168	25	15%	15	<b>9%</b>	3	1,8%	14	<b>8,3%</b>	9	5,3%	59	35,1%	43	25,6%
<i>Vère</i>	<b>3,80</b>	419	79	18,8%	27	<b>6,4%</b>	20	<b>4,8%</b>	14	3,3%	29	<b>6,9%</b>	108	25,8%	141	<b>33,6%</b>
<b>S.A.G.E.</b>	<b>1</b>	<b>1256</b>	<b>221</b>	<b>17,5%</b>	<b>70</b>	<b>5,6%</b>	<b>29</b>	<b>2,3%</b>	<b>67</b>	<b>5,3%</b>	<b>63</b>	<b>5%</b>	<b>446</b>	<b>35,5%</b>	<b>362</b>	<b>28,8%</b>

Données 2003

L'**activité artisanale** est **fortement développée** dans les **bassins versants de la Vère et du Noireau**. Si l'on compare le **nombre d'artisans par km<sup>2</sup>** de ces bassins avec la valeur départementale de l'Orne de 0,79 artisans par km<sup>2</sup>, on remarque que le nombre d'artisans est presque **cinq fois supérieur à la valeur départementale** sur le **bassin de la Vère** et quasiment **deux fois supérieur** sur le **bassin du Noireau**. Sur les autres bassins versants, l'activité artisanale est peu développée. Le nombre d'artisans par km<sup>2</sup> reste inférieur aux valeurs départementales du Calvados (1,56 artisans par km<sup>2</sup>) et de l'Orne (0,79 artisans par km<sup>2</sup>).

Les **activités artisanales prédominantes** sur le territoire du S.A.G.E. sont le **bâtiment** (35,5%), les **transports, réparation et autres services** (28,8%) et l'**alimentation** (17,5%). On observe la même répartition à l'échelle de la région Basse-Normandie. Localement, les transports,



réparation et autres services sont prédominants sur la Vère et le Noireau, et le bâtiment est prédominant sur les autres bassins (Baize, Orne, Druance, Rouvre).

Chaque type d'activité peut être caractérisé par un type de pollution :

- Alimentation : les activités liées à l'alimentaire telles que les boulangeries, pâtisseries, charcuteries, boucheries, préparation de plats cuisinés, cidreries et distilleries rejettent une quantité importante de matière organique et de matière en suspension, ainsi que des graisses en quantité importante ;
- Travail des métaux : il s'agit des activités de mécanique générale, de fabrication de machines diverses, de chaudronnerie. Ces activités génèrent principalement des rejets de métaux et de matières en suspension ;
- Textile, habillement et cuir : il s'agit des activités de fabrication de linge, de vêtements, de maroquinerie, de sellerie. Les teintures et autres produits de traitement des fibres naturelles ou du cuir sont souvent à base de métaux et ceux-ci peuvent alors être rejetés dans le réseau ou le milieu naturel ;
- Bois et ameublement : il s'agit de la fabrication de meubles ou de charpentes. Des produits à base de solvants peuvent être utilisés et générer une pollution ;
- Autres fabrications : il s'agit de la fabrication de papier, de produits chimiques, de matières plastiques, de verres, de matériel scientifique... Ces activités peuvent générer des rejets dont la concentration en matières en suspensions, matière organique, solvants, métaux peut être élevée ;
- Bâtiment : il s'agit de terrassement, de construction, d'installation de plomberie, couverture, chauffage, d'eau, de revêtement, de peinture... ces activités génèrent principalement des rejets concentrés en matière organique et matières en suspension. Cependant des rejets de métaux et solvants peuvent être liés à la peinture ;
- Transport, réparation et autres services : il s'agit de réparation automobile, de photographie, d'entreprises de transport type ambulances, taxis, des pressings et blanchisseries... Ces activités peuvent être à l'origine d'une pollution par les hydrocarbures, les métaux et les solvants.

En **annexe 1**, il est joint un tableau récapitulatif du nombre d'artisans par type d'activités par commune en précisant si il existe un captage destiné à l'alimentation en eau potable sur le territoire communal. 27% des artisans recensés sont situés sur une commune où est implanté un captage destiné à l'alimentation en eau potable. Ceci permettra d'avoir une idée du nombre d'artisans situés en zone sensible à une pollution du milieu naturel.

## 1.6. Cas particulier des mines et des carrières

---

« Les gîtes de substances minérales ou fossiles renfermés dans le sein de la terre ou existant à la surface sont, relativement à leur régime légal, considérés comme mines ou comme carrières », d'après le Code minier, titre I, article 1.

La différence entre une mine et une carrière vient de la nature du gisement. Les articles 2, 3 et 3-1 du Titre I du Code minier listent les gîtes considérés comme mines. On parle de mine quand il s'agit de substances minérales ou fossiles et de carrière quand il s'agit de matériaux de construction. Les mines comme les carrières peuvent être souterraines ou à ciel ouvert.

### 1.6.1. Les mines

Une mine est divisée en plusieurs concessions dans lesquelles ont lieu les travaux de recherche et d'exploitation du minerai. Certaines concessions n'ont jamais fait l'objet de travaux. Lorsque la concession a été exploitée, la surface exploitée est largement inférieure à la surface de la concession. Les ouvrages d'accès aux mines sont des galeries ou des puits. Dans certains cas, les terrains exploités peuvent se trouver sous le niveau de la nappe phréatique, engendrant des venues d'eau dans les galeries et puits. Des émergences peuvent ainsi se créer en sortie de galerie, ou l'eau de la nappe peut affleurée au niveau des puits. Lors de sa circulation dans les cavités creusées lors de l'exploitation minière, l'eau se charge principalement en sulfates, fer et manganèse, par dissolution des minéraux présents dans la roche. Si l'eau présente un pH acide, d'autres minéraux peuvent être mis en solution comme l'arsenic, le plomb, le zinc...

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, **trois anciennes mines de fer** sont recensées à Saint Rémy-sur-Orne, Ondefontaine et au Mont-Pinçon (14) (cf. Annexe 2). Les données présentées ci-dessous ont été fournies par la DRIRE de Basse-Normandie et GEODERIS :

- La **mine de Saint Rémy-sur-Orne** est située sur le bassin de l'Orne et n'est **pas ennoyée**. Les terrains appartiennent au synclinal de Falaise - Saint Rémy. Elle a été exploitée à partir de 1875, l'arrêté de renonciation n'a pas été prescrit à ce jour. La surface de la concession est de 750 ha. Des traces de phénols ont été retrouvées dans l'Orne en aval de la mine en 1973-74. L'origine de cette pollution était la décharge de la Mousse située au droit de la mine. Cette décharge a été résorbée en 2002.
- La **mine d'Ondefontaine**, située en amont du bassin de la Druance, est **ennoyée**. Aucune analyse n'a été effectuée sur les eaux de la mine. La concession n'a jamais été exploitée, seuls des travaux de reconnaissance ont été réalisés entre 1902 et 1931. L'arrêté de renonciation n'a pas été prescrit à ce jour. La surface de la concession est de 559 ha.
- La **mine du Mont-Pinçon**, située en amont du bassin de la Druance, est **ennoyée localement**. Aucune analyse d'eau n'a été effectuée sur les eaux de la mine. Cette concession n'a jamais été exploitée ; des travaux de reconnaissance ont eu lieu entre 1902 et 1961. L'arrêté de renonciation a été pris en 1966. La surface de la concession est de 605 ha. Signalons la présence d'une source au Hameau Brifou (commune du Plessis-Grimoult) captée pour l'alimentation en eau potable. Cette source est située à proximité de la concession dans un secteur très faillé.

### 1.6.2. Les carrières

Les départements de l'Orne et du Calvados possèdent un schéma départemental des carrières approuvé en 1998. Ce document vise à regrouper de manière objective l'ensemble des données sur les ressources, les besoins en matériaux de carrières, les valeurs environnementales afin de définir des orientations conduisant à une meilleure gestion de la ressource tout en garantissant l'essor économique et le respect de l'environnement dans une perspective de développement durable. Il encadre les conditions d'ouverture et d'exploitation des carrières.

Les carrières appartiennent aux installations classées pour la protection de l'environnement et sont suivies à ce titre par la DRIRE. L'activité d'extraction de matériaux est soumise à autorisation. Chaque carrière est régie par un arrêté préfectoral qui indique la surface d'exploitation autorisée, la durée d'exploitation, le tonnage annuel autorisé, les prescriptions liées à la protection de l'environnement ainsi que les modalités de remise en état du site.

Sur le site d'une carrière, la nappe peut être atteinte et mise à jour lors de l'exploitation nécessitant un pompage en fond de fouille pour permettre l'exploitation. De plus, afin d'éviter les poussières dans l'air, le site doit être arrosé provoquant ainsi un volume d'eau de ruissellement important. Enfin l'eau peut être utilisée dans le traitement des matériaux (lavage). Tout ce volume d'eau chargé en matières en suspension peut soit être infiltré naturellement dans le sol, soit être rejeté dans le milieu naturel, nécessitant alors une décantation.

Notons que les arrêtés préfectoraux de ces installations demandent la réalisation d'une analyse des eaux rejetées dans le milieu naturel au moins une fois par an. Les paramètres à mesurer sont le pH, les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et la teneur en hydrocarbures.

Les arrêtés préfectoraux prévoient la mise en place de mesures de protection particulières concernant une éventuelle pollution par les hydrocarbures : toute cuve de stockage doit être munie d'un bac de rétention correctement dimensionné, les aires de réparation et d'entretien des engins motorisés doivent être aménagées.

Le tableau page suivante présente la situation des 4 carrières en activité recensées sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne (cf. [carte n°5](#)). Ces données ont été récupérées auprès de la DRIRE de Basse-Normandie en novembre 2003. Les matériaux exploités sont utilisés principalement pour la voirie, puis dans la fabrication du béton, pour l'industrie, pour l'agriculture et pour l'ornementation.

Nom	Sous bassin versant	Commune	Matériaux exploités	Date d'autorisation d'exploitation		Tonnage annuel autorisé t/an	Eaux d'exhaure, pluviales et traitement des matériaux		Bordure de cours d'eau	Périmètre de protection d'un captage AEP	Aménagement envisagé après exploitation
				Début	Fin		Traitement	Rejet			
<b>Carrières GARCIA</b>	Noireau	Bernières-le-Patry (14)	schistes	14/09/99	14/09/19	100000	Bassins de retenue et de décantation	Diane	Diane	-	Remblaiement du fond de fouille et aménagement du front de taille - Végétalisation
<b>Quirie</b>	Druance	Proussy (14)	schistes	11/03/98	11/03/13	80000	Fossé de décantation	La Jeannette	-	oui	Engazonnement
<b>Carrières GARCIA</b>	Vère	Sainte-Honorine-la-Chardonne (61)	schistes	31/05/96	31/05/11	?	Bassin de décantation et séparateur à hydrocarbures	Vère	Vère		Aménagement et végétalisation
<b>Foucher Patrick</b>	Noireau	Tinchebray (61)	schistes	Renouvellement autorisation en cours		?	Bassin de décantation	Noireau	Noireau		?

Données DRIRE 2003

Certaines carrières peuvent être autorisées exceptionnellement à prélever de l'eau dans le milieu naturel en période de sécheresse pour permettre l'exploitation du site. C'est le cas des carrières Garcia à Bernières-le-Patry, où l'arrêté préfectoral d'exploitation autorise exceptionnellement un prélèvement maximum de 5 m<sup>3</sup>/h dans la Diane, et de la carrière de Foucher Patrick à Tinchebray, où l'arrêté préfectoral d'exploitation autorise exceptionnellement un prélèvement maximum de 40 m<sup>3</sup>/j dans le Noireau.

Une ancienne carrière est recensée par la DRIRE de Basse-Normandie et localisée sur la commune de Culey-le-Patry (14).

## 1.7. Synthèse

---

### En résumé ...

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, les **prélèvements en eau** à usage industriel ont lieu majoritairement dans les eaux superficielles, et ceci en raison de la nature hydrogéologique du sous-sol où de petits aquifères peu productifs se développent. En volume, les principaux prélèvements correspondent à l'**activité agro-alimentaire**, notamment sur le bassin de la **Rouvre** où cette activité est présente. Sur les bassins de la Vère et du **Noireau**, les prélèvements en eau à usage industriel sont destinés à l'**activité de traitement de surface**.

Les **activités industrielles et artisanales** sont principalement développées sur les **bassins de la Vère et du Noireau**, dans le bassin d'activité de Flers – Condé-sur-Noireau – Thury-Harcourt, qui constitue un pôle économique important lié à l'automobile en Basse-Normandie. Ces bassins sont le siège d'une activité importante de **traitement de surface** pouvant générer une pollution par les métaux et les solvants.

Sur le **bassin de la Rouvre**, plusieurs **industries agro-alimentaires** sont présentes. Cette activité implique une forte consommation en eau ainsi que des rejets potentiellement chargés en matières en suspension et matières organiques.

Près de **35% des établissements soumis à la redevance pollution** sont **raccordés au réseau d'assainissement collectif**. Les établissements non raccordés n'ont pour **22%** d'entre eux **aucun rejet**, et **56%** d'entre eux disposent d'un **dispositif de prétraitement ou traitement** de leurs effluents avant le **rejet dans le milieu naturel**.

L'**activité hydroélectrique** est également **très présente** sur le territoire où l'on recense sur le **cours de l'Orne**, **7 microcentrales**, et 4 sur les affluents Baize, Noireau, Vère, et surtout la présence du **barrage de Rabodanges** qui constitue la limite amont du territoire.

**Trois anciennes exploitations minières** sont recensées sur le territoire du S.A.G.E., ainsi que **quatre carrières en activité**. Celles-ci rejettent leurs **eaux de ruissellement**, après décantation, dans les **cours d'eau**. Elles sont situées sur le **bassin du Noireau et de ses affluents**.

## 2. Les décharges

### 2.1. Le contexte réglementaire

Ne sont présentés dans ce paragraphe que les textes principaux relatifs aux déchets. Les décharges sont considérées comme des installations classées pour la protection de l'environnement ; la réglementation qui s'y réfère est présentée dans le paragraphe 1.1. Il existe également plusieurs directives européennes relatives à des déchets spéciaux tels que les piles et accumulateurs, les huiles usagées...

#### ❑ *au niveau européen*

La Directive 75/442/CEE du Conseil européen du 15 juillet 1975 relative aux déchets modifiée par la Directive 91/156/CEE, définit les termes liés aux déchets. Elle demande aux Etats membres de s'assurer des **bonnes conditions d'élimination ou de valorisation des déchets**, afin d'éviter tout impact nocif sur l'homme et l'environnement.

La Directive 91/689/CEE du Conseil européen du 12 décembre 1991 relative **aux déchets dangereux** fixe les règles d'élimination et de stockage de certains déchets considérés comme dangereux.

La Directive 1999/31/CEE du Conseil européen du 26 avril 1999 concernant la mise en décharge des déchets, a pour objet, par des exigences techniques et opérationnelles strictes applicables aux déchets et aux décharges, de prévoir des mesures, procédures et orientations visant à prévenir ou à réduire autant que possible les effets négatifs de la mise en décharge des déchets sur l'environnement, et notamment la pollution des eaux de surface, des eaux souterraines, du sol et de l'air, et sur l'environnement, y compris l'effet de serre, ainsi que les risques qui en résultent pour la santé humaine, pendant toute la durée de vie de la décharge.

#### ❑ *au niveau de l'Etat français*

Les articles L541-1 à 50 du Code de l'environnement (Livre V : prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre IV : Déchets, Chapitre I<sup>er</sup> : Elimination des déchets et récupération des matériaux) transposent les obligations européennes en droit français en ce qui concernent la production, l'élimination, le traitement et le stockage des déchets. Ils prévoient également la réalisation de plans nationaux, régionaux et départementaux d'élimination des déchets.

Les articles L542-1 à 14 du Code de l'environnement (Livre V : prévention des pollutions, des risques et des nuisances, Titre IV : Déchets, Chapitre I<sup>er</sup> : Elimination des déchets et récupération des matériaux) traitent des déchets radioactifs.

Le Décret n°2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets présente une liste unique des déchets servant de référence.

## 2.2. Quelques définitions...

---

Les déchets sont d'origine variée :

- Les déchets municipaux : ce sont les déchets dont l'élimination au sens du titre IV, livre V du Code de l'Environnement relève de la compétence des communes, comme les déchets ménagers relevant de l'activité des ménages (ordures ménagères, encombrants, déchets ménagers spéciaux,...), les déchets de la collectivité (déchets de nettoyage, des espaces verts public, de l'assainissement), et les déchets banals des artisans, commerçants et administrations collectés par le service des ordures ménagères.
- Les déchets agricoles : ils proviennent des exploitations agricoles, de l'exploitation forestière et de la pêche.
- Les déchets industriels : ils sont issus des activités industrielles, commerciales et artisanales dont l'élimination incombe aux entreprises. Ils comprennent des matériaux de natures diverses (déchets de fabrication, emballages vides...).

Il existe plusieurs catégories de déchets:

- Les déchets organiques : il s'agit des déchets verts (tonte de gazon, tailles d'arbres...), des déchets d'abattoirs ou d'équarrissage, des résidus de bacs à graisse, des déchets alimentaires (produits déclassés secs ou demi-secs des industries agro-alimentaires), et des boues de stations d'épuration et de curage ainsi que des matières de vidange ;
- Les déchets inertes : il s'agit de déchets composés d'éléments minéraux qui n'évoluent pas dans le temps (non putrescibles) et qui ne contiennent pas de substances toxiques ou dangereuses, comme les gravats, les résidus d'activité extractive... ;
- Les déchets banals : il s'agit des déchets ménagers ou assimilables ne contenant pas de substances toxiques ou dangereuses, comme les emballages, les déchets de bois, de plastiques, le verre, les papiers-cartons, les métaux ferreux et non ferreux... ;
- Les déchets dangereux : il s'agit de déchets contenant des éléments nocifs en quantités variables impliquant des précautions particulières d'élimination comme les emballages souillés, les solvants et huiles, les déchets d'amiante...

C'est pourquoi on distingue trois types d'installations de stockage des déchets:

- les installations de stockage de *classe 1*: installations de stockage de *déchets dangereux*,
- les installations de stockage de *classe 2* : installations de stockage de *déchets ménagers et assimilés*,
- et les installations de stockage de *classe 3* : installation de stockage des *déchets inertes*.

### 2.3. Les principaux acteurs

---

Les acteurs impliqués dans la gestion des déchets sont identiques à ceux présentés dans le volet industrie et artisanat.

Notons que le suivi et le contrôle des anciennes décharges de déchets ménagers et assimilés fermées en 2002 (hors centre d'enfouissement technique (CET) dépendant de la DRIRE de Basse-Normandie) sont assurés :

- sur le département du Calvados, par la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales,
- sur le département de l'Orne, par la Direction Départementale de l'Équipement.

Les installations de stockage de déchets industriels spéciaux sont suivies par la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Des collectivités territoriales ont été créées afin de gérer la collecte et/ou le traitement des déchets ménagers et assimilés. La [carte n°6](#) présente les collectivités ayant comme compétence le traitement des déchets ménagers et assimilés.

### 2.4. Impact qualitatif sur la ressource en eau et les milieux aquatiques

---

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, ont été recensées à partir des données des Plans départementaux d'élimination des déchets ménagers et assimilés approuvés sur l'Orne et le Calvados respectivement en 2001 et 2002, et du guide des acteurs dans les déchets industriels en Basse-Normandie de juin 2002 réalisé par l'ADEME, la DRIRE de Basse-Normandie et la Région Basse-Normandie :

- **9 déchetteries** ouvertes ou en projet collectant au moins les encombrants, la ferraille, les déchets verts, les gravats, les cartons et le tout venant (les noms en italique indiquent que les déchetteries possèdent un local pour le stockage des déchets ménagers spéciaux) situées sur les communes suivantes :
  - existantes : Briouze (61), La Carneille (61), *Caligny* (61), Tinchebray (61), Thury-Harcourt (14), *Saint Rémy-sur-Orne* (14), *Condé-sur-Noireau* (14) et Le Mesnil Villement (14). Les déchetteries de La Carneille (61), Caligny (61), Tinchebray (61), Condé-sur-Noireau (14) et Le Mesnil Villement (14) acceptent les déchets des artisans du BTP (Bâtiment et Travaux Publics) ;
  - en projet : Vassy (14) ;
- **1 plateforme de compostage** à Flers ;
- **1 centre de tri** existants situé sur la commune suivante et recevant :
  - Saint Pierre du Regard (61) : la collecte sélective issue des ordures ménagères et les déchets industriels banals.

**Aucun centre d'enfouissement technique ou décharge en activité** n'est situé sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne.



Nous avons eu connaissance de l'existence de *5 anciennes décharges brutes* qui ont été résorbées. Il s'agit de :

- *décharge de Pont d'Ouilly* (14) : elle recevait des ordures ménagères puis uniquement des déchets verts et des gravats. Elle a été fermée et résorbée en 2000 ;
- *décharge du Mesnil Villement* (14) : elle recevait des ordures ménagères puis uniquement des déchets verts et des gravats. Elle a été fermée et résorbée en 2000 ;
- *décharge de Tinchebray* (61) : elle recevait des déchets verts et des encombrants. Elle est fermée depuis plusieurs années (date précise inconnue) ;
- *décharge de Saint George d'Annebec* (61) : elle recevait les ordures ménagères de la commune. Elle est fermée depuis plusieurs années (date précise inconnue) ;
- *décharge de Ménil Hermei* (61) : elle recevait les ordures ménagères de la commune. Elle est fermée depuis plusieurs années (date précise inconnue).

La décharge autorisée de Saint Rémy-sur-Orne (14) a été résorbée en 2002. Une grosse décharge localisée sur la commune de Saint-Maurice-du-Désert (61), à proximité de la source de la Rouvrette (affluent de la Rouvre) a été fermée récemment.

Concernant les déchets spéciaux, la région de Basse-Normandie possède un Plan régional d'élimination des déchets spéciaux réalisé par la DRIRE et approuvé en 1996. Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, il est recensé une entreprise de collecte des déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD) la société Madeline localisée à Flers. La déchetterie de Caligny appartenant au SIRTOM de Flers-Condé accepte les déchets ménagers spéciaux tels que des solvants, des peintures, piles, aérosols, médicaments, huiles de vidange...

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, 3 carrières, dont deux sont en activité, acceptent les déchets inertes. Il s'agit des carrières GARCIA à Bernières-le-Patry (14), de Foucher Patrick à Tinchebray (61) et de l'ancienne mine à ciel ouvert de Saint Rémy-sur-Orne (14). Ces données proviennent de l'étude régionale pour la planification de la gestion départementale des déchets de chantier du BTP, réalisée en novembre 2003.

L'ensemble de ces structures de collecte ou de stockage de déchets est localisé sur la [carte n°6](#), ainsi que les **collectivités** ayant le **traitement des déchets** comme **compétence**.

Il est à noter que le massif granitique d'Athis avait été retenu ainsi que 14 autres sites granitiques par l'ANDRA, dans le cadre de la loi du 30 décembre 1991, comme éventuel second laboratoire souterrain d'étude du stockage géologique de déchets radioactifs. Suite à une mission de concertation réalisée en 2000, il avait été mis en évidence que les conditions n'étaient pas réunies pour que le Gouvernement puisse autoriser des travaux de reconnaissance géologique sur un ou plusieurs sites précis.

### 3. Urbanisme et infrastructures de communication

#### 3.1. Le contexte réglementaire

---

Les textes présentés dans le paragraphe suivant correspondent aux documents traitant de la protection de l'environnement dans les domaines de l'urbanisme et des infrastructures de communication.

##### ❑ *Au niveau européen*

La Directive 85/337/CE du Conseil de l'Union Européenne du 27 juin 1985, modifiée par la Directive 97/11/CE du Conseil de l'Union Européenne du 3 mars 1997, concernant l'**évaluation des incidences de certains projets publics ou privés sur l'environnement**. Cette directive impose la réalisation d'une étude d'incidence du projet sur l'environnement.

La Directive 91/271/CE du Conseil de l'Union Européenne du 21 mai 1991 relative au **traitement des eaux urbaines résiduaires** fixe des règles en matière d'assainissement urbain, ainsi que les objectifs à atteindre en fonction de la taille des agglomérations.

##### ❑ *Au niveau de l'Etat français*

Le **Code de l'Urbanisme** dans son intégralité fixe les règles d'aménagement et d'urbanisme. Le règlement national d'urbanisme est appliqué à l'ensemble des communes sauf celles appartenant à un Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) ou possédant un Plan Local d'Urbanisme (PLU) ou une carte communale, fixant les règles d'urbanisme sur leur territoire. Notons que ces documents d'urbanisme devront être mis en cohérence avec le S.A.G.E.. Ils sont décrits page 37 du document.

- La **Loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000** relative à la **solidarité et au renouvellement urbains (SRU)** modifie le Code de l'urbanisme et remplace les schémas directeurs par les Schémas de cohérence territoriale, et les plans d'occupation des sols par les plans locaux d'urbanisme. La *Loi S.R.U.* constitue un texte important touchant trois domaines principaux : *l'urbanisme, l'habitat et les transports*, dont l'un des volets les plus ambitieux concerne la réforme des outils de planification.

Le **Code de l'Environnement** dans ses articles L 122-1 à 3 (Livre I<sup>er</sup> – Dispositions communes, Titre II – Information et participation des citoyens, Chapitre II – Etude d'impact) prévoit que tout document d'urbanisme doit respecter les préoccupations environnementales. Pour cela, une **étude d'impact** doit être réalisée en amont de chaque projet.

- Décret n°77-1141 du 12 octobre 1977 modifié : en application de l'article 2 de la loi n°76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature. Ce décret expose le contenu des études d'impact nécessaires dans la demande d'autorisation pour les travaux ou projets d'aménagement définis dans la loi n°76-629 relative à la protection de la nature et la directive européenne 85/337/CEE du 27 juin 1985 (citée précédemment).
- Décret n°2003-868 du 11 septembre 2003 modifiant le décret n°93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou déclaration en application de l'article 10 de la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 : cette réglementation concerne les prélèvements et les rejets dans les eaux de surface ou souterraines.

### **3.2. Les principaux acteurs**

---

**Directions Départementales de l'Equipeement de l'Orne et du Calvados** : leurs missions sont d'assister les maîtres d'ouvrage dans l'élaboration des documents d'urbanisme et d'instruire ces documents, d'assurer l'exploitation de la route ainsi que l'entretien des routes nationales. Dans le cadre de la décentralisation, une partie des agents des DDE est mise à disposition des départements pour l'entretien des routes départementales. La DDE conçoit et contrôle la réalisation des routes, des ouvrages d'art et des études d'aménagement (zones d'activités).

**Conseils Généraux de l'Orne et du Calvados** : les Conseils Généraux ont pour mission l'entretien, l'amélioration et la construction des routes départementales. Ils participent également aux grands projets routiers (routes nationales, déviations, rocadés...) et au développement des lignes ferroviaires.

**Réseau Ferré de France** : Réseau Ferré de France est chargé de gérer, développer, construire et financer le réseau ; il est responsable du développement de son patrimoine ferroviaire. Des missions d'envergure sont menées avec le souci permanent d'assurer une valeur ajoutée substantielle.

**Les communes et groupements de communes** : les communes ont la charge de l'élaboration des documents d'urbanisme fixant les modalités du développement communal, la gestion des routes communales et l'entretien des espaces communaux. Elles peuvent déléguer ces compétences à une structure intercommunale à laquelle elles appartiennent. Sur le territoire, dans la plupart des cas, les communes disposent de la compétence urbanisme, et ont délégué aux structures intercommunales (Communauté de communes) la compétence aménagement du territoire.

### 3.3. Situation actuelle

---

#### 3.3.1. Urbanisme

##### *a. Les documents d'urbanisme*

La [carte n°7](#) présente la localisation des communes disposant de documents d'urbanisme. On peut distinguer plusieurs types de documents d'urbanisme, définis dans le code de l'urbanisme :

- **Cartes communales** : Elles délimitent les secteurs où les constructions sont autorisées et les secteurs où les constructions ne sont pas admises, à l'exception de l'adaptation, du changement de destination, de la réfection ou de l'extension des constructions existantes ou des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles. Les cartes communales sont approuvées, après enquête publique, par le conseil municipal et le préfet. Elles sont approuvées par délibération du conseil municipal puis transmises pour approbation au préfet, qui dispose d'un délai de deux mois pour les approuver.

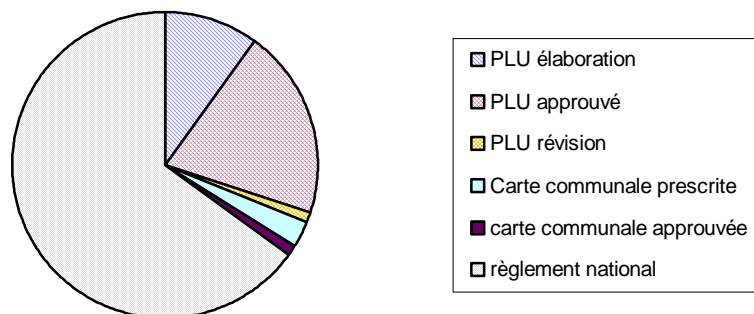
- **Plans locaux d'urbanisme (PLU)** : Les plans locaux d'urbanisme exposent le diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et précisent les besoins répertoriés en matière de développement économique, d'aménagement de l'espace, d'environnement, d'équilibre social de l'habitat, de transports, d'équipements et de services. Ils comportent un projet d'aménagement et de développement durable qui définit les orientations générales d'aménagement et d'urbanisme retenues pour l'ensemble de la commune. Le projet de plan local d'urbanisme est soumis à enquête publique par le maire. Le dossier soumis à l'enquête comprend, en annexe, les avis des personnes publiques consultées. Après l'enquête publique, le plan local d'urbanisme, éventuellement modifié, est approuvé par délibération du conseil municipal.

- **Schémas de cohérence territoriale (SCOT)** : Il s'agit d'un outil de planification intercommunale visant à mettre en cohérence les politiques en matière d'urbanisme, d'environnement, d'économie, d'habitat, de déplacement et de grands équipements. L'élaboration d'un SCOT est assurée par un établissement public de coopération intercommunale ou un syndicat mixte pérenne qui définit les modalités de concertation lors de l'élaboration du document et qui aura la compétence pour l'approbation et la révision du document. Le projet de dossier doit être mis à enquête publique.

Ces documents d'urbanisme ont été instaurés dans le cadre de la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) de décembre 2000. Les PLU ont remplacé les Plans d'Occupation des Sols (POS) et les SCOT, les Schémas Directeurs (SD). Les POS ou SD approuvés avant le 1<sup>er</sup> avril 2001 (date d'entrée en vigueur de la loi SRU) deviennent respectivement des PLU et des SCOT et sont soumis au régime juridique de ceux-ci.

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne et d'après les données de la DDE de l'Orne de 2002 et de la DDE du Calvados de 2004, on recense :

Répartition des communes du SAGE Orne moyenne en fonction de leurs documents d'urbanisme



56 communes possédant un PLU :

- 18 en cours d'élaboration,
- 36 approuvés,
- 2 en révision.

7 communes possédant une carte communale :

- 5 prescrites,
- 2 approuvées.

Un schéma directeur (Flers/Condé-sur-Noireau) (caduque depuis le 01/01/2002) et un SCOT (Condé-Suisse normande), dont le périmètre est prescrit par arrêté préfectoral, en cours d'élaboration. (**annexe 3**)

### **b. L'urbanisation sur le territoire du S.A.G.E.**

Le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne est **principalement rural**. Cependant, la présence du **bassin d'activité Flers - Condé-sur-Noireau – Thury-Harcourt** constituant le principal pôle d'emplois, a concentré la population dans la partie sud-ouest du territoire. La vallée de l'Orne quant à elle est le siège d'un tourisme développé, notamment en Suisse Normande.

D'après la cartographie du sol établi dans le programme Corine Land Cover en 1994, les **zones urbanisées** s'étendent sur 20 km<sup>2</sup> sur le territoire du S.A.G.E., soit environ **2% de la surface totale**. Le tableau suivant présente le pourcentage de **linéaire de berges urbanisé** par unités hydrographiques (d'après l'Orthophotoplan du Calvados et de l'Orne 2001).

Unité hydrographique	Longueur totale de berges (cours principal pour les cours d'eau)	Pourcentage urbanisé
<i>L'Orne du Pont du Coudray à Rabodanges</i>	126 km	3,5%
<i>La Baïze</i>	44 km	1%
<i>Le Noireau</i>	82 km	13,5%
<i>La Vère</i>	37 km	28,4%
<i>La Druance</i>	55 km	6,7%
<i>La Rouvre</i>	84 km	2%

### **c. Entretien des espaces communaux**

L'Observatoire Régional Qualité des Eaux et Produits Phytosanitaires (ORQUEPP) a chargé en 1998 la Fédération Régionale des groupements de défense contre les organismes nuisibles aux cultures (FREDEC) de Basse-Normandie, avec le concours du Service Régional de Protection des Végétaux (SRPV), de réaliser l'**inventaire des pratiques phytosanitaires** auxquelles recourent les utilisateurs bas-normands.

84% des communes de Basse-Normandie ont répondu au questionnaire. 89% d'entre elles ont utilisé des pesticides en 1997. Les **municipalités** n'ayant **pas recours aux produits phytosanitaires** (93%), sont majoritairement les **communes de moins de 500 habitants**. Celles-ci ont recours au désherbage manuel ou mécanique et au broyage. Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, 72% des communes ont moins de 500 habitants (**annexe 4**). 50% des matières actives utilisées par les communes sont des herbicides, 21% des fongicides et 20% des insecticides. Les herbicides représentent 97% des quantités de matières actives utilisées. Les matières actives les plus employées sont le diuron, l'aminotriazole, le glyphosate et le chlorate de sodium. Les surfaces traitées le plus souvent sont les cimetières, les voiries et les trottoirs. Les traitements ont lieu majoritairement en avril et mai, ainsi que début septembre.

Les communes ayant utilisé entre 10 et 100 kg de matières actives en 1997, sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, sont situées dans le secteur de Condé-sur-Noireau, Athis-de-l'Orne et Flers.

### **3.3.2. Infrastructures de communication**

#### **a. Les routes et autoroutes**

Le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne est desservi uniquement par des **routes départementales** (cf. [carte n°8](#)). L'eau qui ruisselle sur ces routes est infiltrée dans le sol par l'intermédiaire de fossés enherbés. Notons que les eaux de ruissellement sont potentiellement chargées en hydrocarbures et métaux lourds en fonction de l'importance du trafic routier.

Ces routes sont **entretenu**es par les subdivisions de la Direction Départementale de l'Équipement. Dans le cadre de l'étude d'inventaire des pratiques phytosanitaires auxquelles recourent les utilisateurs bas-normands citée précédemment, les Directions Départementales de l'Équipement des trois départements de Basse-Normandie ont été contactés. L'information fournie par la DDE du Calvados repose uniquement sur les quantités de produits phytosanitaires achetées par chaque subdivision auprès du Parc (qui se comporte comme une centrale d'achats) ; les achats faits à l'extérieur sous la responsabilité de chaque subdivision ne sont pas comptabilisés. Seul le glyphosate a été déclaré par la DDE du Calvados pour 1997. La DDE de l'Orne a fourni la totalité des quantités de matières actives utilisées en 1997 ; les principales matières actives employées sont le glyphosate, le diuron et l'aminotriazole. Les surfaces traitées sont le sol sous les glissières de sécurité, le pied des signalisations verticales, les îlots et terre-pleins centraux, les accotements et talus, les saignées, les zones enherbées, les ouvrages d'art, les zones sablées ou gravillonnées, les

chaussées empierrées et les aires d'arrêt et trottoirs. Le traitement a lieu de fin mars à début septembre, la majorité des interventions ayant lieu en avril. La [carte n°8](#) montre que certains cours d'eau longent les routes. Il s'agit de la Vère aval, du Noireau aval, de la Druance aval et localement de l'Orne.

Une étude a été réalisée en 2002 par le Conseil général du Calvados dans le cadre de sa charte environnementale. Les produits utilisés par les subdivisions de la DDE du Calvados sont majoritairement le glyphosate puis le diuron et l'aminotriazole. Des propositions d'actions ont été émises par le Conseil Général pour l'amélioration à court terme des pratiques actuelles et tester des mesures environnementales sur des secteurs prioritaires.

Aucune autoroute ne traverse le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne.

### ***b. Les voies ferrées***

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, **une voie ferrée en activité** est recensée : la **ligne Paris-Granville** qui dessert Flers et Briouze. Une ancienne voie ferrée, entre Caen et Flers, est actuellement utilisée sur environ 7 km le long du Noireau dans le cadre du Vélorail.

Dans le cadre de l'étude d'inventaire des pratiques phytosanitaires auxquelles recourent les utilisateurs bas-normands citée précédemment, la SNCF a déclaré utiliser des désherbants et débroussaillants. Le traitement des voies est réalisé par un train spécial équipé de citernes et de rampes sur les cotés. Les principales matières actives utilisées sont le diuron, l'aminotriazole et le thiocyanate d'ammonium. Le traitement a lieu entre mars et juin avec parfois un rattrapage à l'automne.

Le long du tronçon de l'ancienne voie Caen-Flers, les exploitants du vélorail traitent les 7 km linéaires de voie. Nous ne connaissons pas la fréquence et la composition des produits utilisés.

## **3.4. Evolution de l'urbanisation et projets de développement des infrastructures de communication**

### **3.4.1. Evolution de l'urbanisme**

Des **questionnaires d'enquête** ont été envoyés à l'ensemble des communes du territoire du S.A.G.E. Orne moyenne afin de connaître leurs **projets de développement de l'urbanisation**. Un exemplaire du questionnaire est joint en **annexe 5**. Le tableau suivant présente de manière synthétique les résultats qui ont pu être obtenus. Nous avons reçu 79 questionnaires renseignés correspondant à **44% des communes du territoire**.

	Baize	Orne (de Rabodanges au Pont du Coudray)	Rouvre	Noireau	Vère	Druance
<i>Taux de réponses (par rapport au nombre de communes)</i>	31% soit 6 communes	46% soit 23 communes	82% soit 23 communes	67% soit 16 communes	21% soit 3 communes	40% soit 8 communes
<i>Documents d'urbanismes Existants /en projet</i>	1 POS / 2 PLU	13 POS / 4 cartes communales, 1 PLU	7 POS / 2 cartes communales	3 PLU / 1 carte communale, 3 PLU	3 PLU	3 POS et 1 carte communale / 1 carte communale
<i>Projets de lotissements Surface/échéance</i>	5 ha / 0-5 ans	13,5 ha / 0-5 ans	13 ha / 0-5 ans	7 ha / 0-5 ans	3 ha / 0-5 ans	3 ha / 0-5 ans
<i>Projets de ZAC Surface / échéance</i>	Néant	9 ha / 0-5 ans	10 ha / 0-10 ans	7 ha / 0-5 ans	Néant	Néant
<i>Projets de ZI Surface / échéance</i>	Néant	4 ha / ?	+ de 3 ha / 0-5 ans	3 ha / 5-10 ans	Néant	Néant
<i>Projets de zones de loisirs Surface / échéance</i>	Néant	7,6 ha / 0-10 ans	5 ha / 15-20 ans	1,5 ha / 0-5 ans	Néant	Néant

Sur l'ensemble du territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, les projets suivants ont été recensés sur près de 50% du territoire :

- 60 hectares de lotissements à échéance 0-20 ans, dont 40 ha à court terme (0-5 ans),
- 28 hectares de zones d'aménagements concertés (ZAC) à échéance 0-15 ans, dont 17 ha à court terme (0-5 ans),
- 10 hectares de zones industrielles à échéance 0-10 ans,
- 14 hectares de zones de loisirs à échéance 0-20 ans.

Ces données ne sont pas exhaustives et les principales villes comme Flers, Thury-Harcourt, Athis-de-l'Orne et Tinchebray, n'ont pas retourné le questionnaire.



### **3.4.2. Projets de développement des infrastructures de communication**

Sur le territoire du S.A.G.E. Orne moyenne, les projets suivants nous ont été communiqués par les **Conseils Généraux de l'Orne et du Calvados**. Les projets routiers prévus à court et moyen terme sont localisés sur la [carte n°8](#).

- La mise à 2x2 voies de la RD 924 entre Flers et Argentan sur place ou en tracé neuf. Lors de ce projet, des travaux d'assainissement seront réalisés conformément aux lois et réglementation en vigueur. Le début des travaux est prévu à court terme (< 5 ans) ;
- La mise à 2x2 voies de la RD 962 entre Flers et Condé-sur-Noireau et création d'une 2x2 voies entre Condé-sur-Noireau et Caen en prolongement. La mise à 2x2 voies entre Flers et Condé-sur-Noireau se fera sur le tracé actuel et s'accompagnera de travaux d'assainissement réalisés conformément aux lois et réglementations en vigueur. Le tracé de la portion entre Condé-sur-Noireau et Caen n'est pas encore défini, cependant il devrait desservir Thury-Harcourt et rejoindre Boulon. L'échéance de ce projet est à moyen terme (entre 5 et 10 ans) ;
- La mise à 2x2 voies de la RD 962 entre Flers et Domfront sur place ou en tracé neuf. Lors de ce projet, des travaux d'assainissement seront réalisés conformément aux lois et réglementation en vigueur. Le début des travaux est prévu à long terme (>10 ans) ;
- Projet de liaison entre Vire – Falaise – A28 : le Conseil général du Calvados doit lancer une étude de faisabilité globale.

Le Conseil Général du Calvados a également en projet de créer une voie verte sur l'ancien tracé de la voie ferrée Caen-Flers.

# **SYNTHESE DE LA PRESSION PAR SOUS BASSIN VERSANT**

	Bassin de l'Orne	Bassin de la Rouvre	Bassin de la Baize	Bassin du Noireau	Bassin de la Druance	Bassin de la Vère
<b>Artisans</b>	231	168	36	307	95	419
<b>Industries</b>	4	4	0	10	0	14
<b>ICPE soumises à autorisation</b>	3	8	1	17	5	23
<b>ICPE soumises à déclaration</b>	15	19	1	29	10	40
<b>SEVESO</b>	0	0	0	0	0	0
<b>Etablissements soumis à la redevance pollution</b>	0	6	0	8	3	19
<b>Sites et sols potentiellement pollués</b>	0	1	0	6	0	1
<b>Carrières</b>	0	0	0	2	1	1
<b>Centres d'enfouissement techniques</b>	0	0	0	0	0	0
<b>Mines</b>	1	0	0	0	2	0
<b>Usines hydroélectriques</b>	7	0	1	1	0	1
<b>Urbanisation (% linéaire de berges urbanisé)</b>	3,5%	2%	1%	13,5%	6,7%	28,4%

## Annexes

Annexe 1 : Nombre d'artisans par commune et par type d'activité .....	44
Annexe 2 : Localisation des concessions minières sur les territoires des S.A.G.E. Orne moyenne et Orne aval - Seulles .....	48
Annexe 3 : Périmètres des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT) .....	49
Annexe 4 : Population communale en 1999 .....	50
Annexe 5 : Questionnaire destiné aux communes relatif à leurs projets d'urbanisme .....	51

### Annexe 1 : Nombre d'artisans par commune et par type d'activité

Sous-bassin versant	Commune	Nombre total d'artisans	Nombre d'artisans par type d'activité							Commune ayant un captage d'alimentation en eau potable sur son territoire
			Alimentation	Travail des métaux	Textile, habillement et cuir	Bois et ameublement	Autres fabrications	Bâtiment	Transport, réparation et autres services	
Baize	Bazoches au Houlmes	1	-	-	-	1	-	-	-	-
Baize	Habloville	2	-	1	-	-	-	1	-	-
Baize	Ménil Hermei	8	2	1	1	-	-	3	1	-
Baize	Neuvy au Houlme	3	-	-	-	2	-	1	-	-
Baize	Pierrepont	2	-	-	-	-	1	1	-	O
Baize	Cordey	3	-	-	-	-	1	2	-	-
Baize	La Hoguette	4	1	-	-	1	-	1	1	-
Baize	Les Loges Saulces	2	-	-	-	-	-	1	1	-
Baize	Martigny-sur-l'Ante	5	1	-	-	2	-	-	2	-
Baize	Saint Martin-de-Mieux	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Baize	Saint Pierre-du-Bu	5	-	-	-	-	-	4	1	-
Druance	Moncy	2	-	-	-	-	-	1	2	-
Druance	Pontécoulant	2	-	-	-	-	2	-	-	-
Druance	Saint Germain-du-Crioult	11	3	1	-	1	-	5	1	O
Druance	Le Menil-Auzouf	3	1	-	-	-	-	1	1	-
Druance	Ondefontaine	7	2	-	-	1	1	3	-	-
Druance	Roucamps	2	-	-	-	-	-	2	-	-
Druance	Montchauvet	6	1	-	-	-	-	5	-	-
Druance	Estry	4	1	-	-	-	-	1	2	-
Druance	Pierres	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Druance	Vassy	28	7	3	-	1	-	8	9	O
Druance	Danvou-la-Ferrière	2	-	-	-	-	-	2	-	-
Druance	Lassy	8	-	1	-	-	1	5	1	O
Druance	Le Plessis-Grimoult	4	-	-	-	-	-	3	1	-
Druance	Saint Jean-le-Blanc	2	1	1	-	-	-	-	-	O
Druance	Saint Pierre-la-Vieille	7	3	-	-	1	-	3	-	-
Druance	Saint Vigor-des-Mezerets	6	-	-	1	-	-	5	-	-
Noireau	Cahan	3	-	-	-	-	-	2	1	-
Noireau	Caligny	11	3	1	-	-	-	5	2	O

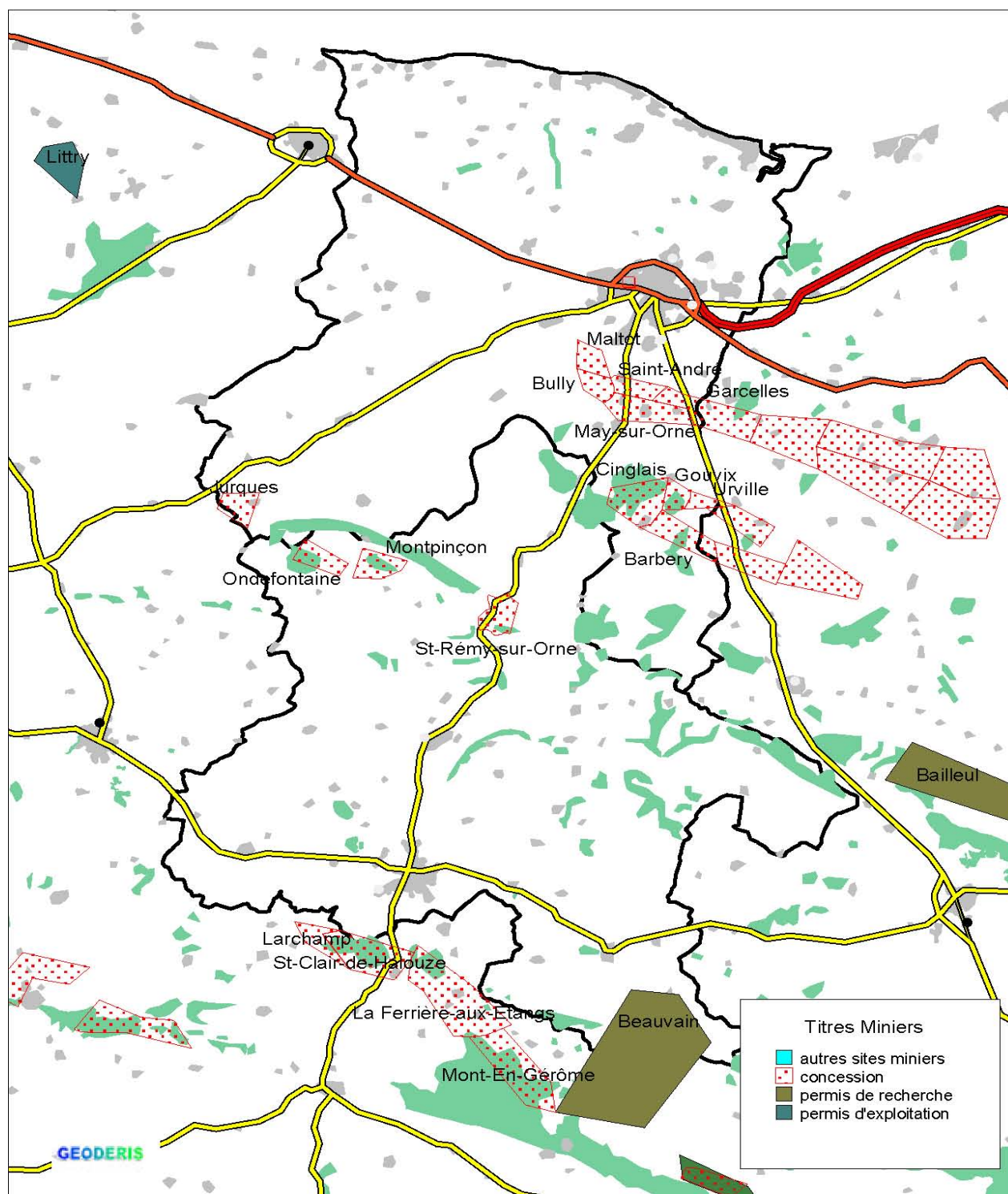
Sous-bassin versant	Commune	Nombre total d'artisans	Nombre d'artisans par type d'activité							Commune ayant un captage d'alimentation en eau potable sur son territoire
Noireau	Clairfougère	1	-	-	-	-	-	-	1	-
Noireau	Fresnes	8	2	-	-	-	-	5	1	O
Noireau	La Bazouque	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Noireau	Le Menil Ciboult	1	-	-	-	-	-	1	-	O
Noireau	Montilly sur Noireau	8	-	1	-	1	-	3	3	-
Noireau	Montsecret	4	-	-	-	1	1	-	-	-
Noireau	Saint Cornier des Landes	12	2	-	-	-	-	7	3	-
Noireau	Saint Pierre d'entremont	10	2	1	-	-	-	5	2	-
Noireau	Saint Pierre du Regard	16	2	-	-	-	1	7	6	O
Noireau	Saint Quentin les Chardonnets	3	-	-	-	-	-	3	-	O
Noireau	Tinchebray	61	10	6	1	4	2	16	22	O
Noireau	Condé-sur-Noireau	88	18	2	1	3	2	18	44	-
Noireau	Saint Denis-de-Méré	8	1	-	-	1	3	3	-	-
Noireau	Bernières-le-Patry	6	2	-	-	1	-	2	1	-
Noireau	Chenedolle	2	-	-	-	1	-	1	-	O
Noireau	Viessoix	6	-	-	-	-	2	3	1	-
Noireau	Truttemer-le-Grand	9	2	-	-	1	-	4	2	O
Orne	Proussy	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Orne	Goupillières	2	-	-	-	-	-	2	-	-
Orne	La Caine	2	-	-	-	-	-	2	-	-
Orne	Maizet	4	-	1	-	-	-	3	-	-
Orne	Préaux-Bocage	5	-	-	-	-	-	3	2	-
Orne	Sainte Honorine-du-Fay	12	2	-	-	-	-	8	2	O
Orne	Trois Monts	5	-	1	-	-	-	4	-	-
Orne	Cesny-Bois-Halbout	12	4	-	-	1	-	5	6	O
Orne	Combray	3	-	-	-	-	-	2	1	O
Orne	Croisilles	7	-	-	-	-	-	5	2	-
Orne	Curcy-sur-Orne	3	-	-	-	1	-	2	-	-
Orne	Donnay	7	1	-	-	1	-	5	-	-
Orne	Espins	3	-	-	-	-	-	3	-	-
Orne	Esson	6	-	-	-	-	-	6	-	-
Orne	Grimbosq	6	1	-	-	-	-	5	-	-

Sous-bassin versant	Commune	Nombre total d'artisans	Nombre d'artisans par type d'activité							Commune ayant un captage d'alimentation en eau potable sur son territoire
Orne	Hamars	6	-	-	-	-	-	6	-	O
Orne	Les Moutiers-en-Cinglais	4	-	1	-	-	1	2	-	-
Orne	Ouffières	4	2	-	-	1	-	1	-	-
Orne	Placy	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Orne	Saint Laurent-de-Condé	11	2	-	-	1	-	6	2	-
Orne	Saint Martin-de-Sallen	9	1	-	-	-	-	8	-	O
Orne	Saint Omer	4	-	-	-	1	-	2	1	-
Orne	Thury-Harcourt	37	9	1	-	2	-	8	17	O
Orne	Campande-Valcongrain	3	-	-	-	1	-	2	-	-
Orne	Clecy	15	5	1	-	-	1	5	3	O
Orne	La Villette	2	-	-	-	-	1	-	1	O
Orne	Saint Lambert	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Orne	Saint Rémy	17	3	-	-	1	2	7	4	-
Orne	Cossesseville	3	1	-	-	-	-	2	-	-
Orne	La Pommeraye	2	-	-	-	-	-	1	1	-
Orne	Le Bo	2	-	-	-	-	-	1	1	-
Orne	Le Mesnil Villement	3	-	-	-	1	-	-	2	-
Orne	Pierrefitte-en-Cinglais	3	1	-	-	-	-	2	-	-
Orne	Pont d'OUILLY	24	6	1	-	-	1	9	7	O
Orne	Cauville	2	-	-	-	1	-	1	-	-
Rouvre	Briouze	49	11	3	2	4	2	13	14	-
Rouvre	Athis-de-l'Orne	52	4	6	2	2	1	17	20	-
Rouvre	Beauvain	5	-	-	-	1	1	3	-	-
Rouvre	Bellou en Houlme	13	2	2	-	1	-	4	4	O
Rouvre	Chenedouit	3	-	-	-	1	-	2	-	-
Rouvre	Craménil	1	-	-	-	1	-	-	-	-
Rouvre	Durcet	1	-	-	-	1	-	-	-	-
Rouvre	Faverolles	2	-	-	-	-	1	1	-	-
Rouvre	La Carneille	10	2	-	-	2	1	3	2	-
Rouvre	La Forêt Auvray	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Rouvre	Landigou	5	2	-	-	-	1	2	-	-
Rouvre	Le Ménil de Briouze	5	2	-	1	1	-	1	-	-

Sous-bassin versant	Commune	Nombre total d'artisans	Nombre d'artisans par type d'activité							Commune ayant un captage d'alimentation en eau potable sur son territoire
Rouvre	Les tourailles	1	1	-	-	-	-	-	-	-
Rouvre	Lonlay le Tesson	3	-	-	-	-	-	2	1	-
Rouvre	Ménil Gondouin	3	-	-	-	-	-	1	2	-
Rouvre	Ménil Hubert sur Orne	8	1	-	-	-	-	4	3	-
Rouvre	Montreuil au Houlme	3	1	-	-	-	-	2	-	-
Rouvre	Pointel	6	-	1	-	-	2	2	1	O
Rouvre	Ronfeugeraï	6	-	3	-	-	-	1	2	-
Rouvre	Sairres la Verrerie	6	-	1	-	1	-	3	1	-
Rouvre	Ségrie-Fontaine	5	4	-	-	-	-	-	1	-
Rouvre	Saint André de Briouze	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Rouvre	Saint Aubert sur Orne	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Rouvre	Saint Georges d'Annebecq	4	-	-	-	-	-	2	2	-
Rouvre	Saint Hilaire de Briouze	2	2	-	-	-	-	-	-	-
Rouvre	Saint Philbert sur Orne	1	-	-	-	-	-	1	-	-
Rouvre	Sainte Honorine la Chardonne	3	-	-	-	1	-	1	1	-
Rouvre	Sainte Honorine la Guillaume	9	2	-	-	2	1	3	1	-
Rouvre	Sainte Opportune	4	1	2	-	-	1	-	-	-
Rouvre	Taillebois	4	-	-	-	-	-	2	2	O
Vère	Aubusson	9	-	-	-	2	-	6	1	-
Vère	Chanu	12	3	-	-	1	-	5	3	O
Vère	Flers	276	64	17	17	3	23	42	109	-
Vère	La Chapelle au Moine	8	-	1	-	-	-	4	3	-
Vère	La Chapelle Biche	4	-	-	-	-	2	2	-	O
Vère	La Lande Patry	24	2	2	1	-	2	15	2	-
Vère	La Selle la Forge	12	-	3	-	-	-	7	2	-
Vère	Landisacq	8	1	-	-	1	1	4	1	O
Vère	Saint Georges des Groseillers	57	8	4	2	6	1	18	18	-
Vère	Saint Paul	9	1	-	-	1	-	5	2	O
		<b>1256</b>	<b>221</b>	<b>70</b>	<b>29</b>	<b>67</b>	<b>63</b>	<b>446</b>	<b>362</b>	<b>29</b>

**Annexe 2 : Localisation des concessions minières sur les territoires des S.A.G.E. Orne moyenne et Orne aval - Seules**

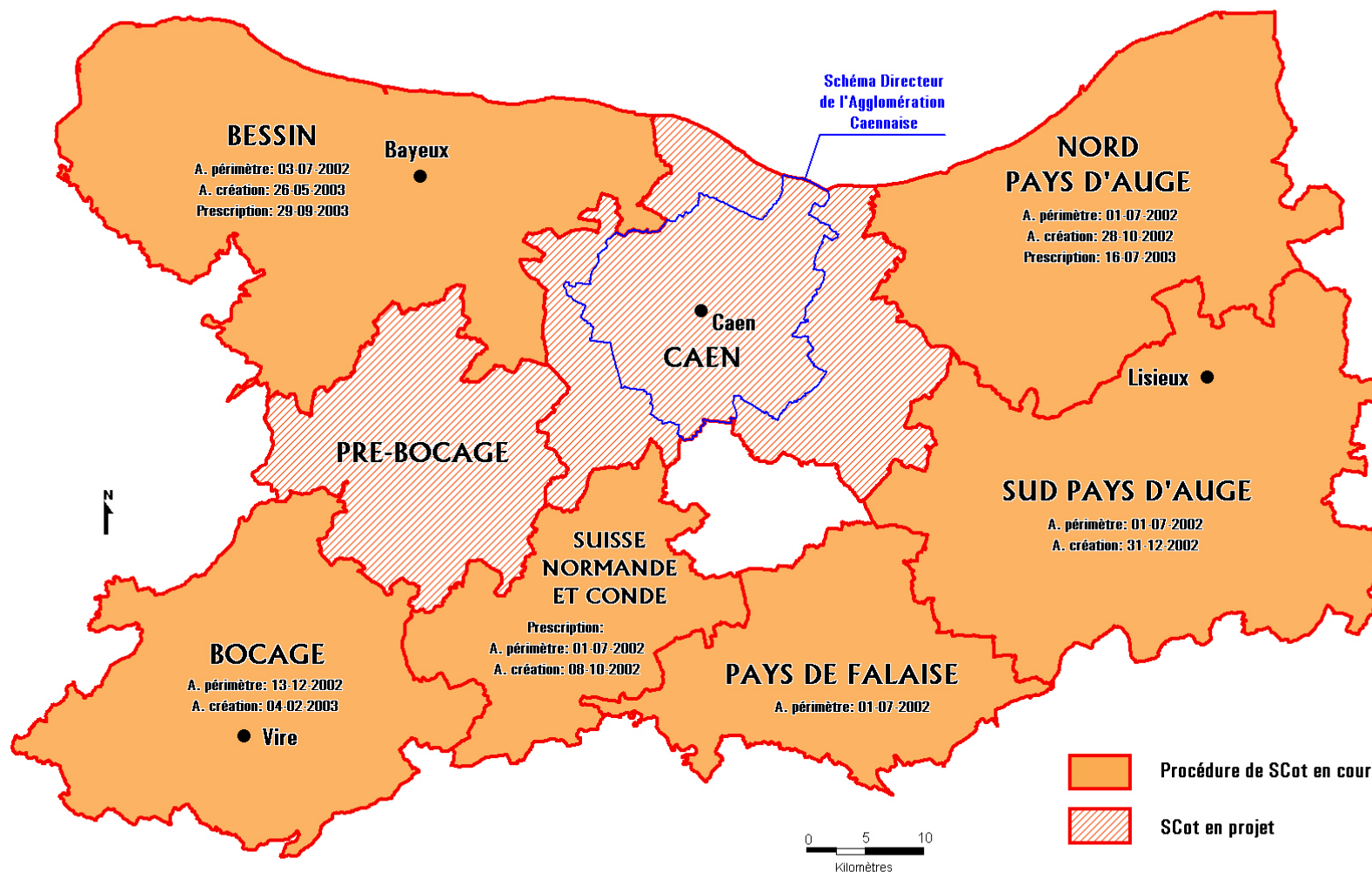
**Titres miniers ayant existé sur le territoire des SAGE  
Orne moyenne et Orne aval - Seule**





## Annexe 3 : Périmètres des Schémas de Cohérence Territoriale (SCOT)

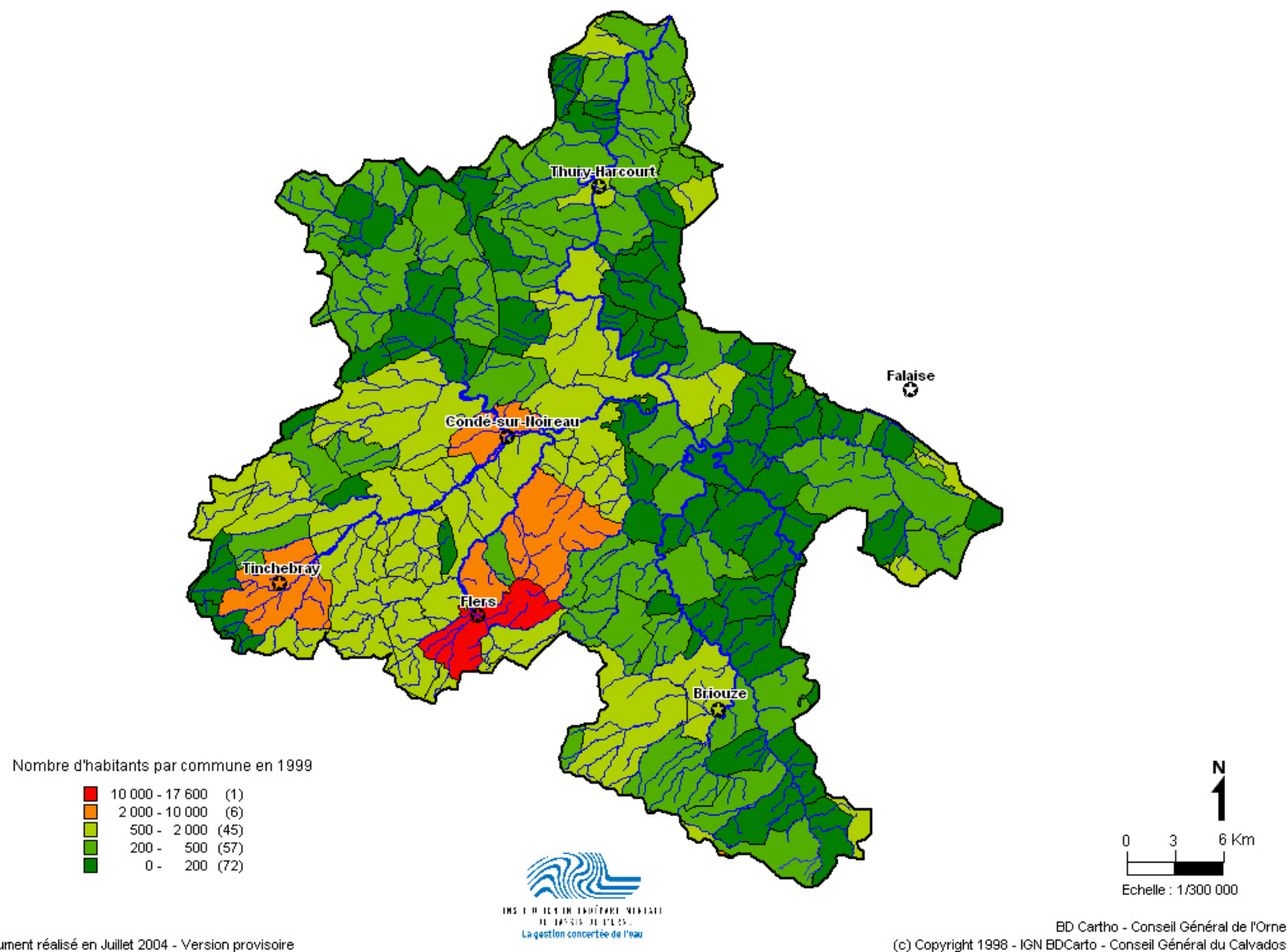
### ETAT D'AVANCEMENT DES SCOT au 1er Mars 2004



Source : © IGN-BD CARTO © 1995 / Préfecture du Calvados  
Conception : SAU

Calvados Intercommunauté / SCOT Etat Avancement.Wor

## Annexe 4 : Population communale en 1999



## Annexe 5 : Questionnaire destiné aux communes relatif à leurs projets d'urbanisme

### Evolution de l'urbanisation sur le territoire communal

Dans le cadre de l'état des lieux du SAGE Orne moyenne, l'Institution Interdépartementale du Bassin de l'Orne, chargée de l'élaboration des SAGE Orne moyenne et Orne aval – Seullès, souhaiterait disposer d'informations sur l'évolution future de l'urbanisation de votre commune (ou groupement de communes). Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir remplir ce questionnaire et de nous le retourner **avant le 15 avril** prochain à l'adresse suivante. Nous nous tenons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.

#### Institution Interdépartementale du Bassin de l'Orne

17, avenue du 6 juin  
14035 CAEN cedex  
Tel : 02 31 57 15 76  
Fax : 02 31 57 15 75  
E-mail : [sage.orne@cq14.fr](mailto:sage.orne@cq14.fr)

---

<b><u>Nom de la commune :</u></b>	<b><u>Département :</u></b>
-----------------------------------	-----------------------------

1. *Compétence urbanisme et aménagement du territoire :*

- Disposez-vous de cette compétence ou l'avez-vous déléguée à une structure intercommunale ?
- 
-

2. Evolution du nombre d'habitants

Année	Recensement 1999	Estimation 2005	Estimation 2015
Nombre d'habitants			

3. Document d'urbanisme :

- Possédez-vous un document d'urbanisme ? Si oui, indiquez sa nature (POS, PLU, Carte communale) et sa date d'approbation.

☐ Oui

☐ Non

---

---

- Avez-vous en projet la réalisation ou la révision de votre document d'urbanisme ? Quelles en sont les motivations ?

---

---

---

---

4. Description des projets de développement du territoire communal ou intercommunal

Nature des équipements ou du projet	0-5 ans	5-10 ans	10-15 ans	15-20 ans
<i>Lotissement</i> (situation, nombre de lots, superficie totale)				
<i>Zone d'Aménagement Concerté</i> (situation, superficie totale)				
<i>Zone Industrielle</i> (situation, superficie totale)				
<i>Zone de loisirs</i> (situation, superficie totale)				
<i>Autres, précisez</i>				

5. Avez-vous connaissance de projets de développement des infrastructures de communication (routes, voies ferrées) sur votre territoire ?

☐ Oui

☐ Non

Si oui, lesquels ?

---

---

---

---

6. Remarques

---

---

---

---

***Nous vous remercions de votre collaboration.***